

VERSEMENT AUX ARCHIVES DEPARTEMENTALES DE L'AUDE

Historienne au temps présent, passionnée d'archives, je tiens à remercier très chaleureusement Monsieur Robion et ses collaborateurs d'accepter ce dépôt. Cette ouverture a stimulé la reconstitution d'une continuité, à partir d'un ensemble de démarches inventives qui, sur une trentaine d'années, ont produit des réponses concrètes, des espaces publics, des réseaux sociaux, et contribué à des réflexions plus amples pour changer l'échelle des solutions. Or, bien des jeunes souhaitent que leurs choix de vie soient porteurs d'une utilité sociale, en même temps qu'un accomplissement personnel. Mais ils manquent de repères pour se situer, ou s'engager sur ces voies encore insuffisamment balisées. Ce versement souhaite « faire connaître » un vécu dans l'Aude, ses extensions, comme un potentiel qui peut servir à préparer l'avenir.

Le versement comporte trois sous-ensembles :

- ❖ **Un collectif de praticiens, constitué dans l'Aude fin 1992.** Natifs ou non de l'Aude, ils ont fait le choix d'y vivre et souhaitent se réunir pour partager leurs expériences concrètes d'insertion des personnes et de créations d'activités. Leurs activités répondent à des besoins locaux. En 1994, ils décident de présenter publiquement leurs résultats et se constituent en Association **PARI** (Praticiens de l'Action et de la Réflexion pour l'insertion). Ensemble, ils font vivre un espace public d'échanges et de débats citoyens jusqu'en 2005. Date où ils décident leur dissolution, au terme d'un bilan approfondi des 10 années de leur action qui aura permis :
- ❖ **De consolider leur ancrage territorial dans l'Aude**, en fondant avec d'autres, le **BASE Sud Audois** (Bureau pour l'Action Solidaire dans l'Espace Sud Audois) en 2000. Cette Association devient un acteur collectif du Pays de la Haute Vallée de l'Aude. Etant encore en vie, la transmission est délimitée par la documentation de celles des actions réalisées dont les résultats sont de diffusion publique.
- ❖ **En opérant une extension : du local au national.** Les réseaux sociaux des membres de PARI sont nationaux, européen, international pour certains. Cette caractéristique confère progressivement une notoriété nationale à PARI. Repéré par la Fondation pour le Progrès de l'Homme en 1998, PARI se voit confier l'animation d'un débat collectif, puis celle du Collectif national informel qui se constitue dans le prolongement: « Les Pactes Locaux ». Il rapproche des expérimentateurs qui agissent à l'ancrage territorial de solutions concrètes, avec la participation démocratique comme voie pour y parvenir : entrepreneurs, travailleurs sociaux, élus, chercheurs..., de toute la France, de sensibilités et d'opinions diverses. Ensemble, ils ouvriront un espace public permanent d'échanges de portée d'abord nationale, puis européenne, qui vivra de 1998 jusqu'en 2016.
- ❖ Le versement reconstitue l'itinéraire de ce Collectif original. L'association PARI est le support des conventions signées avec la FPH, de 1998 à 2005, jusqu'à la structuration des

Pactes Locaux en association. Martine Theveniaut en sera l'animatrice, sur les vingt ans de son existence.

❖ **Le versement comporte**

- ✓ Une brève introduction explicative de chacun des trois sous-ensembles
- ✓ Des archives (cartons ou classeurs)
- ✓ Et une ample documentation associée, constituée entre 1985 et aujourd'hui.
- ✓ Ces ressources documentaires sont utiles à la compréhension contextuelle et aux façons de faire des praticiens pour réaliser leurs objectifs : entretiens, débats publics, rapports, documentation de première main, publications, cassettes, etc...
Les documents sont enregistrés chronologiquement dans un inventaire commun aux trois sous-ensembles.
- ✓ Les répertoires des archives numérisées sont associés, en annexe à ce versement pour en favoriser l'accès à distance.

1. Inventaire des Archives des Praticiens de l'Action et de la Réflexion pour l'Insertion PARI : 1993-2005 incluant les activités de PARI et celles auxquelles ses membres s'associent

❖ 1991 : Le point de départ :

Le programme Formation et Apprentissage des Adultes Peu qualifiés (FAAPQ), mis en place par le ministère de la Recherche, a pour objectif d'améliorer les politiques publiques dans ce domaine. L'étude est conduite par Martine Theveniaut, installée depuis quelques années dans l'Aude, au titre du Centre ESTA dont elle est membre depuis 1985 (Etudes Sociologiques et Travaux de Recherche Appliquée).

Elle se déroule en deux temps, sur 4 ans.

La première étape 1991-1992 réunit un ensemble d'informations sur ces problématiques générales. Le département de l'Aude en est le terrain d'application (versé fin 2017).

❖ Boîte 1 : 1993-1994 :

Seconde étape d'application du Programme. L'approche de recherche est tournée vers le positif et vise « l'encouragement social de la transition professionnelle », nécessaire pour beaucoup de personnes sans emploi et pour une meilleure reconnaissance de pratiques émergentes répondant aux besoins de la vie au quotidien dans l'Aude. En 1993, des volontaires se constituent en groupe de travail : « Le Groupe de Fournes » pour partager leurs expériences en appliquant une approche méthodique.

Les résultats sont agrégés et présentés publiquement en avril 1994 (une centaine de personnes présentes) en même temps qu'ils annoncent la constitution de l'association PARI.

Qui sont les membres fondateurs : un entretien approfondi avec chacun d'eux, en amont de la création de PARI et une documentation les concernant permet de mieux comprendre les potentiels de l'Association PARI et les activités de chacun

- **Boîte 15** : Roger Lacombe : Aménagements Ruraux et Forestiers ARF en SCOP (Corbières)
- Michel Bafour : Les Chantiers de l'Emploi (Touraine)
- Georges Scharffe : Passage, Carcassonne
- Peu de choses sur l'Atelier du Trénel ; les archives ont été restituées à Clothilde de Ravignan, à sa demande
- ESPERE : fondée par François de Ravignan, Jean-Pierre Lescure et Suzanne Mélix (Haute Vallée de l'Aude)
- **Boîte 16** : Pierre Papon : La Vie Continue ; Services à la personne, Carcassonne
- Thierry Maliet : ADEPFAT (Midi-Pyrénées) Agence pour le Développement par la Formation des pays de l'Aveyron et du Tarn.

Chaque praticien est maître de la conduite interne de son initiative.

Les archives de PARI ont pour caractéristique de refléter prioritairement les travaux réalisés dans « l'espace commun » qui les réunit : pour faire avancer le débat public et tenter de répondre concrètement aux besoins et aspirations repérés.

❖ **Boîte 2 : Fin 1994- Projet 1996 : Premières prises de contact et actions locales : une difficile installation dans le paysage audois**

19 octobre 1994 : 1^{ère} Journée nationale de la solidarité. PARI y participe activement et s'associe au réseau inter-associatif qui se constitue. Celui-ci se réunit entre 1995 et 1997, sans réussir à s'organiser comme acteur collectif. Les différentes familles qui le composent sont plutôt dans une approche identitaire et sectorielle d'intervention.

PARI adopte la dimension nationale dans ses statuts, comme échelle d'action.

Acteur collectif composite, les premières années mettent en évidence ses difficultés pour s'ancrer localement. La plupart de leurs propositions d'action sont laissées sans suite. Ils utilisent aussi leurs réseaux d'affinité pour se faire connaître, par une présence active à différentes échelles et dans divers réseaux sociaux. C'est ainsi qu'ils réussissent leurs premières ouvertures.

❖ **Boîte3 : À partir de 1997**

PARI, d'acteur collectif local devient visible au national.

La rencontre « **Territoires d'avenir** » de l'UNADEL doit se dérouler à Carcassonne. C'est une opportunité pour se faire connaître pour les membres de PARI. Se fondant sur le texte d'Appel signé par le président Michel Dinet, ils engagent des relations avec les organisateurs du Conseil général de l'Aude, chargés de préparer cette rencontre. Elle doit avoir lieu les 6 et 7 juin 1997. Ses membres se mobilisent activement et positivement et surmontent ainsi les réticences que leur proposition de participation suscite.

Ils produisent un texte de fond « Insertion et développement local » « PARI : Qui sommes-nous ? » (4pages) pour ouvrir le débat sur la nécessité d'une autre qualité de relations qui fasse une véritable place aux initiatives locales et aux acteurs qui les mettent en pratique.

Clothilde de Ravignan prépare un débat public avec les habitants du Quartier du Viguié, y compris l'Association musulmane, afin d'accueillir et d'échanger avec les participants urbains, nombreux à venir du Nord de la France. Réunis autour d'un grand couscous préparé par les femmes employées à l'Atelier du Trénel, des témoignages d'habitants du Quartier du Viguié, mais aussi d'ailleurs en France sont présentés, debout, dans une salle pleine, chaleureuse et attentive.

Martine est sollicitée, en amont, pour animer des débats locaux, à la demande de quelques intercommunalités rurales qui souhaitent associer les habitants à l'évènement.

Sur une autre scène, en amont, cette rencontre a créé l'opportunité de mettre en place un réseau régional de l'UNADEL en Languedoc-Roussillon : l'Association pour le Développement des Territoires du Languedoc-Roussillon. PARI en est un des initiateurs, fondateur. Cette mobilisation ne produit guère de retombées concrètes pour l'ancrage de relations avec des collectivités territoriales par la suite.

La percée nationale a pour déclencheur Bernard Ginisty (Témoignage Chrétien) qui signale à Martine et Clothilde la tenue d'un débat national, fin 1995, sur la Loi cadre contre l'exclusion, à l'initiative de la Fondation pour le Progrès de l'homme (FPH). Elles y participent, dans l'atelier « **Favoriser l'innovation sociale, et reconnaître l'émergence de nouveaux acteurs** ». (Voir compte-rendu collectif dans le livre publié en 1996)

De PARI au Collectif national des Pactes Locaux

Lorsque PARI décide d'organiser une restitution du débat national à Carcassonne, la FPH accepte de financer les frais de déplacement des invités extérieurs. Cet appui amorce la dimension nationale que PARI prendra dans les années suivantes. Pour animer cette journée d'échanges, ils présentent « des pratiques innovantes pour de nouvelles solidarités » en tant que « Citoyens dans les Territoires audois », et avancent des propositions (voir 1996). La rencontre qui devait avoir lieu au Sénat pour transmettre les propositions résultant de cette journée, avec l'appui du sénateur audois Roland Couteau, n'aura pas lieu : c'était le jour fixé par le président J. Chirac pour l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale !!

Cette initiative constitue le début d'un partenariat avec la FPH qui se poursuivra dans les années suivantes. Il repose sur une convergence de vision, encouragée d'une fois sur l'autre, quand les résultats sont au rendez-vous.

Autre percée nationale : L'ADSP « Agence (nationale) pour le Développement des Services de proximité », acteur collectif constitué au début des années 90. PARI en devient un des « **Pole territorial** » en Languedoc-Roussillon.

Lors du « séminaire sur les pratiques » de l'ADSP, les 2 et 3 mai 1997, PARI propose d'animer « un Chantier Approche territoriale » itinérant. L'objectif est d'installer des relations entre les membres volontaires, afin de partager leurs expériences et d'apprendre à faire réseau ensemble horizontalement. Martine en organise et anime la réalisation.

Elle réunit parallèlement un certain nombre d'entretiens des fondateurs de l'ADSP et une documentation pour en faire connaître le caractère novateur (voir 1997-1999).

Une percée européenne (dès 1995) est réalisée, du fait des relations entre François de Ravignan et Philippe Noël de l'ACECEIA (Cévennes)¹, basé dans le Gard, tous deux proches de Pierre Rabhi avec lequel ils coopèrent dans le cadre du CIEPAD. Ces relations engagent Philippe Noël à participer à la journée débat de PARI en 1994. Des relations s'installent. Et en 1995, il passe un contrat de « Méthodologie participante » et « d'appui technique » avec

Martine pour le suivi inter-régional et européen du projet « Solidarité est vie » qu'il dirige.² Ces relations débouchent sur la création de l'association « Terres d'Europe ». Elle se charge de la préparation d'une rencontre franco-espagnole à Florac en octobre 1995 (Lozère), en amont de la Conférence européenne de Serpa (Alentejo, Portugal). ESPERE et PARI en sont des partenaires actifs (voir 1995 oct. « Quelles solidarités dans et entre les territoires »). Martine poursuivra cette voie en devenant membre fondateur du réseau européen Délos-Constellation en septembre (1996)

Le 7 mars 1997 : Alet-les-Bains accueille le lancement de « Délos France Sud »

❖ **Boîte 4 : 1998**

PARI obtient ses premiers financements publics

PARI co-organise avec le RÉAS (Réseau pour une Economie Alternative et solidaire) et la Maison des Chômeurs (CREER) de Montpellier, un nouveau débat sur la loi contre l'exclusion après la protestation des chômeurs de l'année précédente. Cette évolution fait connaître et contribue à en faire de PARI un acteur collectif national.

Fin 1997, PARI obtient ses premiers moyens financiers d'origine publique dans une convention avec le FNDVA (Fonds National de Développement de la vie associative), intitulée « **Mise en réseau d'associations qui se réclament de l'économie solidaire – Languedoc-Roussillon** ». Elle sera mise en action en juin 1998 dans le cadre d'une rencontre à Montpellier : « Évolution du projet de loi de Cohésion sociale ouvert par la prise de parole des chômeurs » (1997)

Les moyens accordés en 1998 demandent que « *l'expérimentation soit consacrée à rechercher une collaboration permanente entre les représentants des réseaux signataires de l'appel du 18 juin 1997* (adressé à Lionel Jospin) qui concernent « : une 50ne d'associations en Languedoc-Roussillon.

En fait, devant le peu de volontaires pour un tel débat (moins de dix personnes), PARI décidera d'organiser un débat ouvert entre acteurs volontaires de l'Aude et des Pyrénées orientales pour **se donner une définition commune de l'économie solidaire, préfigurant ainsi les conditions d'un agir ensemble**. (Résultats et Rapport 1997-1999).

PARI participe, avec le mandat de l'ADSP et de PARI, aux réunions nationales de l'Inter-réseaux de l'économie solidaire à partir de 1997. La raison de cette participation, vu de l'Aude, est de contribuer à faire évoluer les fonctionnements descendants très classiques de beaucoup des réseaux qui en sont devenus membres. L'approche territoriale des innovations n'y prend qu'une faible part, bien que beaucoup de ces projets soient développés à « l'échelon de la proximité ». Cette participation favorise le rapprochement des convaincus de l'approche territoriale participative des solutions, encore minoritaires. Des convergences

²Philippe Noël a confié ses archives à Martine pour conservation, au moment de son départ des Cévennes. Elles sont maintenant disponibles aux Archives départementales du Gard.

se cherchent entre les acteurs du développement local, de l'économie solidaire, du développement durable, des collectivités locales, des syndicats.

PARI sera un vecteur actif de rapprochements, aux différentes échelles où il réussit à s'introduire. C'est le cas avec la FPH dont le directeur, Pierre Calame, porte très haut l'idée du «territoire comme brique de base d'une nouvelle gouvernance ».

Avec toute la modestie qui s'impose, cet itinéraire participe, du fait de sa durée, au renouveau d'une question ancienne : comment sortir du primat des approches hiérarchiques et sectorielles. Le choix de PARI est de faire la preuve par l'exemple de nouveaux possibles.

À partir de 1997, les activités de PARI trouvent un terrain où s'entrecroisent local, régional et national dans ses relations avec l'UNADEL : membre fondateur de l'ADTLR (Association pour le Développement des Territoires du Languedoc-Roussillon), administrateur au Conseil d'administration national jusqu'en 2000 (autour de la loi des Pays dite « Voynet »)

❖ **Boîte n° 6 : 1999**

Les Consultations régionales de l'Economie Sociale et Solidaire

PARI est invité à participer au comité de pilotage régional de préparation de cette consultation au titre de l'économie solidaire par le représentant ESS de l'Etat, nommé au SGAR : André Bresse.

- ✓ PARI fait équipe à trois pour l'animation du Thème n°6 : « Quel Projet ? » ; organise des réunions de préparation dans l'Aude et élabore collectivement ses propositions.
- ✓ participe aux réunions de rapprochement entre les réseaux régionaux qui ont pris en charge les autres thèmes pour porter un message commun. Tous le signent, sauf le GRCMA.
- ✓ Tous déplorent que la synthèse nationale de Mr De Varine manque de rigueur, et affiche un parti pris bien loin des principales revendications des praticiens : « Le droit à l'initiative » et « mieux d'Etat » (conclusions établies à partir de la collecte d'un bon nombre des synthèses régionales).

Boîtes n°7 :

Les suites de la consultation :

Le Projet DÉsir : Développement de l'Économie Inter-Régionale

Ils se rencontrent en avril 2000 et envoient une version revue et argumentée à la DIES et au Secrétariat d'Etat à l'Economie solidaire, pour demander des modifications, accompagnées de propositions. La remise en cause des conclusions rapproche un noyau actif de personnes, de différentes régions qui se saisissent de cette situation ; organisent des rencontres, France entière, là où des acteurs se déclarent volontaires pour développer l'inter-régionalité et les transversalités dans l'Inter-réseaux national de l'économie solidaire.

Ils élaborent **le Projet DÉSIR** « Développement de l'Économie Solidaire Inter-Régionale » pour traduire leur volonté d'installer des relations horizontales entre acteurs de l'économie solidaire **et le proposent** comme l'un des chantiers de l'IRES national (Inter-Réseaux de l'économie solidaire), centralisé à Paris. La convention triennale présentée en août 2000 au MATE (Ministère de l'Aménagement du Territoire et du développement durable) n'aboutira pas dans les délais. Mais les résistances sont trop vives pour que cette nouvelle approche territoriale soit acceptée au sein du réseau national de l'IRES..

Boîte n°8 et 9 : 2000-2002

PARI prend l'initiative de proposer la mise en place d'« Un Pacte Local Languedocien »

Dans la suite des Consultations régionales de 1999-2000. PARI, qui s'est mobilisé en amont de la consultation régionale, est en mesure de présenter un projet crédible. La trame de ce projet-cadre a été discutée et validée par l'assemblée générale de PARI dès mai 2000. Avec 2 axes :

- ✓ « Satisfaire les besoins fondamentaux qualitativement » ;
- ✓ « Parier sur l'entreprendre ensemble, la créativité et l'accompagnement ».

L'association est prête pour argumenter ses propositions et bénéficier des moyens mis en place par le changement de majorité.

PARI obtient

- ✓ une Convention Dynamiques Solidaires ;
- ✓ un financement de la DRASS régionale
- ✓ une Convention territoriale dans l'esprit de la Loi Voynet, dans le cadre des nouveaux Contrat de plan Etat/Région. Elle est signée entre le Syndicat mixte du Sud Audois avec l'Association BASE Sud Audois (Plate-Forme expérimentale) qui en portera la réalisation dans la Haute Vallée de l'Aude. Sa dynamique inspirera la création de FASE 3C (Fédération des Acteurs de l'ESS dans le Conflent, Cerdagne, Capcir, dans les Pyrénées Orientales), Plate-Forme expérimentale également accompagnée par PARI.
- ✓ Chacune des 6 plates-formes volontaire définit une charte partenariale des engagements respectifs entre acteurs locaux et celui des membres de PARI qui est plus spécialement en charge du suivi (durée, moyens affectés).

En décembre 2000, le premier comité de pilotage du projet accueille à Alet-les Bains, siège de PARI, le responsable ESS du SGAR de Montpellier et les autres représentants des principales institutions concernées, des porteurs de projets individuels, mais aussi des représentants de l'Aude (4) ; des PO (1) et de Lozère (1). Au total : 6 « Plates-Formes expérimentales » préexistantes, ancrées dans leur territoire régional d'implantation, se déclarent volontaires pour participer à un tronc commun de capitalisation des résultats. PARI y apporte son appui et son expérience, et fait appel à un expert de l'approche d'évaluation « Cadre Logique », pour augmenter les capacités du collectif à remplir ses engagements. Sa contribution sera déterminante pour la réussite de ce projet-cadre.

(L'Inventaire ressources documentaires contient une chemise qui rassemble les principaux documents d'étape de la réalisation de ce Projet (2000-2002 : PARI : Pacte Local en Languedoc-Roussillon)

❖ **Boîte n°10 : 2003-2004**

L'interruption brutale des financements

Le choix entre Jacques Chirac et Jean-Marie le Pen à la présidentielle de 2002 est un coup de foudre pour la démocratie. Il se traduit très directement sur l'action de PARI et de la plupart des initiatives émergentes. Les conventions signées par la DIES pour trois ans, sous le Gouvernement Jospin, ne seront pas honorées par l'Etat. C'est une rupture de continuité dans la progression des innovations sociales en marche.

Le rapport d'activités de PARI annonce, sous la plume de Clothilde de Ravignan que : « l'année 2002 est la fin d'une étape pour notre Association dans sa recherche d'une traduction concrète de ses convictions dans un programme d'action ».

Ils découvrent que la parole de l'Etat ne l'engage pas au-delà d'une majorité gouvernementale. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour la démocratie.

- ✓ 2003-2004 : Ils poursuivent au mieux (augmentation de la part du bénévolat) les actions engagées.

- ❖ **Boîte n°11 : 2005** : Cette évolution détermine PARI à établir le bilan de ses 10 ans d'existence. Dont il ressort leur décision de se dissoudre. Le BASE Sud Audois, fondé en 2000, s'autonomisera progressivement et se maintient jusqu'à aujourd'hui. Un dossier joint reconstitue sommairement cet itinéraire.

❖ **Boîte n° 12-13**

12 : 1993- 2005 Reconstitution du parcours de PARI de 1994 à 2005

13 : Collecte des rapports officiels (et associés)

Seconde partie du versement : Le BASE Sud Audois : Consolidation de l'ancrage territorial d'un acteur collectif citoyen dans la Haute-Vallée de l'Aude

dans le contexte et l'esprit de la Loi LOADT de la fin 1999 qui institue des Pays

❖ Boite n°1 : 2000 -2003

Mars 2000 : Dans le contexte d'une naissance du « Pays Haute Vallée, chahutée par des manifestants, ils préparent dans les mois suivants les formes d'organisation du BASE Sud Audois qu'ils veulent fonder et celles de leur partenariat avec PARI, en tant que Plateforme expérimentale, dans le dispositif « Pacte local Languedocien ».

Novembre 2000 : Constitution du BASE Sud Audois (Bureau pour l'Action Solidaire dans l'Espace Sud Audois).

« Engagés dans des activités solidaires, les adhérents décident de se regrouper et de mettre en commun compétences et moyens, dans le but de consolider les solidarités actives à l'échelle du territoire de la Haute Vallée de l'Aude et d'améliorer l'impact d'une économie plus solidaire et d'un modèle de développement respectueux des personnes et des ressources naturelles »

Objectifs :

Fédérer les acteurs qui se reconnaissent de l'économie solidaire

Développer les projets collectifs existants

Faciliter l'émergence et l'accompagnement de nouvelles actions d'intérêt social et collectif

Représenter ces acteurs dans les différentes instances du territoire, actuelles et à venir (....) et au sein des instances extérieures qui ont à prendre des orientations ou des décisions concernant le territoire Sud Audois.

Confie à une étudiante à l'Université de Toulouse la réalisation d'un inventaire des acteurs de l'économie solidaire sur la Haute-Vallée de l'Aude.

2001 : Ils obtiennent l'ouverture d'un espace dédié à l'économie solidaire et participent aux autres commissions de travail qui préparent la charte du Pays « Haute Vallée de l'Aude ». Ils accueillent le Secrétaire d'État à l'Economie solidaire, Guy Hascoet à Caderonne (l'une des premières SCIC (Société Coopérative d'Intérêt collectif) en France.

Les fondateurs du BASE Sud Audois proposent un questionnaire pour recueillir des suggestions de ses membres. Ils organisent des temps de concertation, notamment avec le réseau régional de développement local ADTLR, afin de définir un projet commun et quelles activités développer, avec le budget de la convention territoriale qu'ils ont obtenu.

Premières activités : 2002 et 2003

- Après un **Noël solidaire** sous la Halle de Limoux,
- ils organisent le 29 juin 2003, un **Forum de l'économie solidaire** à Alet-les Bains, accompagné d'un marché solidaire : « **Des coups de main pour des coups de maîtres** », qui réunit une trentaine d'exposants. La plupart aidés à s'installer par l'Association ESPERE. Alain Laurent, membre des Pactes Locaux remplit la fonction d'OBC « Observateur Bienveillant et Critique » pour recueillir les questionnaires. Il réalise aussi des entretiens pour écouter ce que les exposants ont à dire (une 30ne) (Rapport et Photos joints)

2003 : La signature de la convention territoriale (Convention et 1^{er} rapport intermédiaire joints) dégage des moyens qui permettent au BASE Sud Audois d'engager une première action d'envergure: une étude sur la migration en HVA « **attractivité et marginalité en HVA : Entre motivations personnelles et transformation sociales : Les enjeux territoriaux de l'installation de nouveaux résidents**. L'étude se situe dans le contexte des travaux coordonnés par le Collectif Ville Campagne auxquels PARI contribue au niveau national. L'étude est conduite par Jean-Guy Ubiergo (SEGESA), entouré des membres du BASE Sud Audois qui y contribuent activement, comme étant les commanditaires et porteurs du projet. (Document accompagné de photos de la restitution publique).

❖ **Boite n°2 : 2005**

Premier annuaire des acteurs et initiatives de la Haute Vallée :

Pourquoi ? Outil de communication

Pour mieux connaître les activités et services existants dans la HVA ; Mieux comprendre les acteurs, leurs initiatives, les processus de réalisation et le résultat des actions ; Faire apparaître comment elles contribuent aux relations socio-économiques et culturelles du territoire ; Faire savoir, partager les résultats par le débat, donner envie à d'autres porteurs d'initiatives de se faire connaître ; Faire connaître une part non négligeable de la réalité locale.

Pour qui ?

Les habitants : natifs, adoptifs de longue date, résidents récemment arrivés pour y vivre à l'année...

Les nouveaux arrivants pour contribuer à un meilleur accueil, en comblant un déficit d'information mis à jour par l'étude 2003/2004.

Les décideurs locaux, les techniciens dont l'activité professionnelle s'applique au territoire, les secrétaires de mairie...

Les invitent invitent des acteurs de l'économie sociale et de l'économie solidaire, ici et ailleurs, pour partager les résultats d'un repérage qui vise une meilleure reconnaissance de leur utilité sociale et de leur rôle d'interlocuteur, au-delà du local .

Une conception collective :

Un groupe de pilotage composé de membres du BASE Sud Audois, dit COMAN (COMité ANnuaire) est chargé d'orienter le travail dans ses grandes lignes et de suivre les étapes de sa réalisation. Il est placé sous la responsabilité de Bernard Botet, Suzanne Mélix, François Theveniaut.

Véronique Brunet, Eve Gaschard, Clothilde de Ravignan, et Martine Theveniaut se chargent du recueil des informations et participent aux séances de travail mensuelles du COMAN.

Une réalisation en trois étapes :

Des entretiens avec des personnes-ressources du territoire, dans les différents domaines de l'enquête. Complétés par une prospection systématique des sites Internet existants.

Rencontres individuelles avec les porteurs d'expériences sélectionnés selon les critères choisis (ci-après) ; questionnaires remplis d'après des fiches-type, soumises aux interviewés pour modifications éventuelles et validation. A signaler quelques refus de figurer dans l'annuaire par préférence pour rester dans des réseaux de relations informels. Validation par le COMAN au regard du plan d'ensemble. Relecture et mise en forme éditoriale pour une bonne lisibilité et un accès à tout public.

Une méthode empirique qualitative : Il n'existe pas d'annuaire de ce type à l'échelle de la HVA. Or, la circulation des informations transmises par les habitants, (acteurs, personnes-ressource...) sont inscrits dans des réseaux sociaux de relations. Cette voie de connaissance est de grande valeur pour élargir l'approche des solidarités.

Les critères retenus ont été discutés pour mettre tout le monde d'accord (ce qui ne va pas de soi) sur ce que nous entendons par solidarité en prenant en compte comment celle-ci s'applique effectivement dans le territoire.

Table thématique des matières : Agriculture ; Artisanat et entreprises ; Commercialisation, distribution, consommation responsable ; Culture et loisirs, événements culturels ; Santé et développement personnel ; Accompagnement des projets de vie, des créations d'activités, des projets collectifs et des entreprises ; Environnement et économie durable ; Finance ; Informations et adresses utiles *Ce chapitre rassemble des références extra-HVA utiles pour les nouveaux arrivants, les secrétaires de mairie, etc....*

Chaque rubrique inclut des informations sur les relations existantes (listes ou contacts en lien avec la rubrique)

Quatre index pour accéder au(x) contenu (x).

Liste des structures ou nom (si informel)

Localisation en distinguant local (canton), arrondissement/Pays, département, au-delà (en précisant quelle échelle)

Descripteurs/ Rubrique (Table des matières détaillée, jointe)

Il valorise les expériences dans des **Fiches-Initiatives** (les plus développées), mais donne accès également à des informations utiles dans des **Fiches-Contacts** ou **Fiches-Listes**

Le 4^{ème} index expérimente l'approche qualitative des solidarités dans une approche territoriale.

Les critères sont :

Rapport au territoire par les objectifs (activité en relation avec le territoire Sud Audois) ; une implantation volontaire sur le territoire (même si l'activité est extérieure au Sud Audois) ; la valorisation des ressources locales (eau, terre, bois, chanvre, cadre naturel...) ; la priorité accordée à l'emploi local ; le choix de redistribution locale du bénéfice obtenu (matériel, financier ou culturel) ; la qualité des relations entre le territoire et l'extérieur §jusqu'à Nord /S)

Finance et solidarité : Répartition équitable des bénéfices entre producteurs, consommateurs et distributeurs ; Solidarité producteurs et consommateurs par circuits courts ; Partage du risque économique à plusieurs ; Organisation plus collective et démocratique des conditions de travail ; Prêt à taux et conditions adaptées à la demande ; Mécénat ; Capital-risque.

Environnement et solidarité : Déchets : tout ce qui va dans le sens de les convertir en ressource (Réparer, recycler, organiser les filières, revente locale, organiser la collecte) ; Matériaux et

construction d'un habitat durable ; Gestion raisonnée des ressources (agriculture, forêt, bassins versant...) ; Ingénierie qui anticipe et accompagne cette évolution ; Education à l'environnement, promotion de l'écologie.

Offre culturelle : Structures, activités à l'initiative d'habitant : Evènements culturels avec une incitation à la participation aux activités ; Loisirs : qualité collective, éducative, festive, facilement accessible, mixité des publics. Échanges, vie sociale et convivialité, à l'initiative d'habitants : Entraide ; Échanges réciproques, non monétaires.

Services mis en place à l'initiative des collectivités avec les intéressés : (garde, transport, dépendance, ateliers relais communaux...) ; Prise en compte de la dimension relationnelle, des conditions de revenus ; Utilisateurs associés à la décision

Sens de l'intérêt général : Participation démocratique ; Insertion sociale des personnes. (2 exemplaires de l'annuaire associés au carton n°2)

❖ Boîte n°2 : 2006-2010

2006-2007: La Foire aux expériences : « La Monnaie d'échange, c'est l'échange »

Privé de 2 des 3 années de versement la convention territoriale, le Base Sud Audois prépare une demande de subvention dans le cadre des projets européens 10b (23 000 €) : Les moyens sont entièrement consacrés à l'action.

L'élaboration du projet est portée collectivement par les membres du BASE Sud Audois qui se portent volontaires. Le projet est accepté.

L'idée de départ est simple : Comment des habitants inventifs, natifs ou adoptifs, ont-ils trouvé, retrouvé un emploi, ou bien comment ont-ils créé une activité dont ils réussissent à vivre ? Cette journée (lieu à préciser) donnera la parole à celles et ceux qui font le choix de résider ici de façon permanente. Elle créera l'occasion pour eux de témoigner de leur expérience, d'échanger, et d'accueillir dans des stands personnalisés les visiteurs intéressés.

Il ne s'agit pas d'un forum où s'affrontent des idées pour savoir laquelle est la meilleure, **il s'agit d'un échange d'informations pratiques et d'un vécu pour s'entraider**. Une telle démarche, la plupart du temps personnelle, parfois collective, constitue toujours une prise de risque. Elle met les porteurs à l'épreuve, du fait de l'incertitude du résultat ou des délais. Le fait qu'ils soient nombreux à prendre une telle initiative, qu'un nombre significatif réussissent à vivre de leur activité, c'est **une chance pour la Haute Vallée de l'Aude**. Ceci contredit la thèse d'un territoire économiquement mort ou tributaire du seul tourisme. Ce qu'ils ont appris à partir de leur propre expérience concourt tout d'abord à leur réalisation professionnelle et personnelle, leur expérience peut également contribuer à redonner de l'espoir dans un développement économique local qui permette à ses habitants de continuer à y vivre.

Les témoignages ont une valeur d'exemple et porteront essentiellement sur le comment de la démarche : Le déroulement d'une initiative, depuis son point de départ, la motivation première, le déclic, les étapes, jusqu'à la réalisation. Le témoignage constitue le récit de ce parcours. Il met l'accent sur les atouts, les appuis et les soutiens trouvés, la dimension d'innovation, sans cacher les obstacles, voire les échecs.

L'innovation dans la situation actuelle de ce territoire rural, soumis à la déprise économique et à la mondialisation du marché (tourisme international), n'est- t'il pas d'apprendre à combiner les atouts et les ressources dont il dispose :

Le choix de rester, de venir vivre ici, ce dont témoignent le redressement et le rajeunissement de la population

Des démarches, personnelles ou collectives, qui acceptent la prise de risque pour sortir des sentiers battus

Des activités, mises en œuvre par des entreprises, de tailles moyennes à très petites, et par des associations qui contribuent à répondre aux besoins, aux aspirations des habitants et à mettre en valeur leurs savoir-faire. Beaucoup de ces activités ont plus besoin, concrètement, de trouver comment « se serrer les coudes », plutôt que « jouer des coudes »...

La foire aux expériences crée ***l'occasion de faire mieux connaître et reconnaître*** les services qu'apportent ces activités dans un territoire rural où la densité de population est faible et les distances aux services parfois éloignées.

Fonctionnement du pilotage discuté et validé collectivement. Meilleure garantie de bonne entente

Un COPIL interne constitué autour du projet 10B : composé de Bernard Botet, Suzanne Mélix, François Theveniaut et Jean-Claude Pons.

Il est **ouvert à la participation** de personnes ressources proches et volontaires.

Quelle place leur fait t'on dans la prise de décision interne ? La condition pourrait être une adhésion simple pour 2007 comme traduction de leur partage du risque avec nous

Fonctionnement du COPIL

Il valide les grandes orientations ; encadre les salariées dans le suivi de la préparation

Les salariées préparent ses réunions, lui soumettent avant sa tenue une proposition d'ordre du jour et les documents de synthèse (résultats et questions à discuter). Elles font les comptes-rendus.

Il préside et anime les COPIL élargi 10B ; arbitre en cas de plusieurs options

Un des trois membres du Collectif voudrait-il bien accepter la signature « pour le COPIL 10B » pour les correspondances courantes et pour les documents administratifs et comptables (en relations avec AIRDIE) ?

Lettre de délégation pour décharger Martine de la présidence (interim 10 B).

Fonctionnement en équipe des salariées : Véronique Brunet, Martine Theveniaut et Martina Wollny qui a rejoint le BASE récemment.

Elles fonctionnent en binôme sur tous les aspects de la préparation et moments clé où le double regard est important.

Elles équilibrent le travail entre elles en se partageant le suivi des tâches à accomplir.

Elles partagent les infos, mise au point de l'info du COPIL avant les réunions, et suivi compte-rendu.

Elles organisent des rencontres collectives des porteurs d'expériences, plus efficaces pour « instiller » cet état esprit d'entraide entre eux que l'évènement souhaite promouvoir.

Carole Lacourtiade de l'association Art-en Buzz assure la mise en place de l'évènement dans la Salle des Fêtes de la commune de Luc-sur-Aude qui accueille l'évènement. Il est conçu comme un village avec des quartiers et des noms de « rue », pour guider la déambulation des visiteurs.

La réalisation du catalogue et de l'affiche est confiée au graphiste Stéphane Servant. Ce catalogue contient une entrée en matière générale et des notices (une page par exposant).

(Documents joints : Catalogue, affiche, Bilans).

2008-2010 :

Un site internet est créé. Il assure la continuité de l'action et la visibilité de l'association.

Il est conçu collectivement, et mis en place par Peter Wollny. À cette date, c'est la seule plate-forme interactive et collaborative des habitants, vitrine de ce qui est novateur, alternatif, solidaire.

Le site BASE Sud Audois est recensé sur le site Géolocalisé de la Base de données des Initiatives économiques et solidaires La BDIS est une cartographie nationale des initiatives solidaires. C'est un outil au service des acteurs et du territoire et du développement de l'[ESS](http://www.le-mes.org/-La-BDIS-base-de-donnees-des-.html) à l'échelle des territoires. <http://www.le-mes.org/-La-BDIS-base-de-donnees-des-.html> Fiche accessible : BASE Sud Audois Aude

Victime de l'interruption brutale de subventions, sans possibilité d'embaucher. C'est un bénévolat comme nécessité qui s'impose : 1466 heures en 2008 !

Le BASE fournit activement et bénévolement sa participation à la vie du territoire

La vie du site a été interrompue, par force. Il a été interdit de toile, suite à une intrusion. Une version est maintenue en vie pour d'éventuelles perspectives d'adaptation à fin de réutilisation. Cela a été envisagé en 2017, sans suite pour l'instant.

Certains de ses membres se sont associés, au titre du Base Sud Audois, aux extensions nationales et européennes du réseau des Pactes Locaux. C'est le cas de Peter et de Martina Wollny.

Publications jointes à la Boîte 2

- 2004 L'économie solidaire : entre théorie (s) et pratique (s) : Comment un contenu d'idée prend corps dans un territoire de l'Aude » Le Sociographe « Economie plurielles et travail social » 10 février
- 2005 Vivre autrement en pays audois, Le Sociographe n°16,
- 2007 La société civile en construction dans la Haute Vallée de l'Aude : S'organiser dans son cadre de vie concret pour devenir interlocuteur collectif, in ouvrage collectif, Editions Chronique sociale, 2009 « *Tourisme responsable, clé d'entrée du développement territorial durable : Guide pour la réflexion et l'action* ».
- 2008 : Journée RTES : Périgueux. Des habitants et des associations s'organisent en Plate Forme pour être un interlocuteur collectifs du Pays de la Haute Vallée de l'Aude.
- News soumise par Martina Wollny : Table-ronde improvisée sur les solidarités dans la HVA à la Foire bio de Couiza
- 2011 : Rapport d'activités du BASE Sud Audois, de juin 2010-2011, préparé et mis en forme par Peter Wollny

Troisième ensemble : Les Pactes Locaux : du Collectif informel constitué en 1998 à l'Association nationale (2005) , transformée en P'Actes Européens (2009) jusqu'à sa dissolution (fin 2016)

❖ **Introduction de cadrage**

Dans les années 90, le « pacte local » comme proposition sociale s'inscrit dans le contexte d'une exclusion qui prend des formes inédites et inquiétantes, y compris dans nos pays prospères. Un panel d'innovations socioéconomiques apporte déjà des réponses à des problèmes clé de la vie quotidienne. Elles traduisent la nécessité d'une organisation territoriale concertée des ressources, tant humaines que naturelles. Cette façon de faire peu usuelle reste à la marge des systèmes institués. Les espaces de débat entre « pairs » avec qui partager ces innovations sont rares. L'approche concrète de l'ancrage territorial et de la participation citoyenne de l'Association PARI rencontre l'intérêt de la FPH en 1998. C'est une opportunité de servir de support à une démarche collective nationale qu'elle envisage sur l'approche territoriale de la lutte contre l'exclusion et pour l'emploi. Le collectif des Pactes Locaux se constitue dans ce vivier de personnes, dont certaines ne se connaissaient pas. Longtemps informel, il a progressivement ouvert un espace national de débat permanent sur la question de la cohésion sociale et plus largement sur les coopérations locales et leurs effets.

La démarche, soutenue par la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH), a cheminé hors des visions partielles, produisant de la confiance entre des personnes de milieux, d'âges, de régions, de métiers et sensibilités très divers. La longévité des relations partenariales avec la FPH a permis à ce Collectif de se développer, se faire connaître, et de s'associer avec d'autres en vue de changer l'échelle des solutions. De fil en aiguille, les « Pactes Locaux », d'abord informels, prennent place dans le paysage des réseaux sociaux français. Puis s'ouvre sur l'Europe et l'international, notamment dans le cadre du RIPESS : Réseau Intercontinental de Promotion de l'Economie sociale-solidaire.

.....

L'inventaire se concentre sur la reconstitution de l'itinéraire de ce Collectif qui se définit lui-même comme « Un réseau de personnes, ouvert, en relation en France, en Europe et dans le monde, qui inventent comment vivre ensemble ».

La chronologie des faits

La possibilité d'un versement de ces archives était une chance. Un versement intégral impossible. Le choix a été fait de prioriser ceux des documents qui témoignent d'une histoire apprenante qui s'est écrite en marchant. Avec l'espoir qu'elle puisse être une ressource pour le passage de flambeau aux générations qui nous suivent.

❖ **Le versement comporte :**

L'essentiel des productions collectives du réseau, ainsi que :

Des « Zoom.s » sur des actions concrètes, des exemples significatifs, choisis parmi ses membres et d'autres aussi.

Des « Brèves » : informations sélectionnées comme potentiellement utiles à ses membres.

Des gros plans sur des moments clé de son développement . *Notamment le comment du changement d'échelles des solutions réalisé et les limites rencontrées.*

❖ **Le voyage en équipe est une pratique aussi ancienne que les Pactes Locaux** comme méthode d'une part pour apprendre par soi-même, et d'autre part pour apprendre les uns des autres, afin de définir des références communes pour l'action, augmenter ses réseaux sociaux, s'adapter aux contextes. Sur plus de 20 ans, ils ont développé le Voyage Apprenant comme démultiplicateur de potentiels à bénéfice mutuel. Du Voyage apprenant ciblé sur une expérience, ils passent à l'organisation de cycles de Voyages apprenants dans l'objectif de démultiplier les usages de ces outils pédagogiques qui ont fait leur preuve.

2007-2009 : Cycle Lux'09 pour la préparation de la rencontre du RIPESS accueillie en Europe
2012-2014 : Cycle Européen à 5 pays, avec le cadre d'un programme Grundtvig dénommé PACTES : «Plateforme d'Apprentissage et de Coopération vers des Territoires Européens Solidaires ».

.....

❖ **Boîte n°1 : 1997-2001**

1^{ère} étape : Constitution du Collectif national et élaboration de ses outils

1997 : Suite au premier débat de 1996, « Cohésion sociale » la FPH souhaite organiser un nouveau débat sur l'approche territoriale de la lutte contre l'exclusion en 1998. Martine, sur candidature spontanée, est missionnée pour le préparer. Elle le précèdera en allant au devant d'un ensemble varié d'expériences inventives, dans différentes régions de France, pour susciter l'envie de participer à ce débat. Avec succès. Un collectif informel se met en place et veut poursuivre ses réflexions. L'Association PARI sera le support de la convention avec la FPH, de son origine, en 1998 à 2005, date de la constitution associative des Pactes Locaux.

élaboration de ses outils ; formalisation du pacte local outillage et mise en pratique

1998 (Juin) : 2^{ème} débat collectif national, suivi d'un Appel aux nouveaux parlementaires
1999 : Mise en place d'un collectif informel permanent pour prolonger le débat. Ses travaux produiront une définition et une grille d'observation du pacte local qu'ils valideront en se rendant sur place pour confronter leurs résultats avec différentes situations concrètes.

2000 : Production de Brèves pour élargir le champ de vision et de relations des membres

2000 : Rencontre nationale appuyée sur un recueil d'expériences

2001 : Eléments constitutifs du collectif : Qui sommes nous (Des alliances pour des territoires innovants et solidaires Publié en 2001, joint)

Boîte 2 : 1998- 2003 :

Premiers déplacements en équipe, sur les terrains de pratiques de ses membres

Une fois les fondamentaux en place, ils engagent des visites sur place, en équipe,
D'une part pour confronter la grille du pacte local aux pratiques, la consolider, l'améliorer,
par l'observation des expériences inventives de membres volontaires
D'autre part, pour apprendre un mode d'observation, qui ne soit pas en surplomb
(expertise, jugement...) , mais la production d'un diagnostic utile aux accueillants. Ce qui
n'est pas si facile ! Et les amènera à formaliser une fonction d'OBC : Observateur
Bienveillant et Critique, qui constitue une de leur originalité et de leur pertinence. Un
observateur volontaire accompagne la rencontre d'une restitution aux accueillants, le
plus souvent en direct pour en discuter ; puis mis en forme pour argumenter les analyses
proposées (consensus, et dissensus si c'est le cas).

Ces rencontres sont très utiles à leur réflexion collective. Elles permettent de dégager ce
qui est la singularité d'une expérience, mais aussi d'identifier quels sont les points
communs, dans les façons d'être et de faire des uns et des autres. Améliorer ces
approches devient un vecteur de leurs actions, pour une meilleure reconnaissance de ces
nouveaux acteurs collectif : faire connaître, argumenter pour multiplier le nombre de
ceux qui s'y réfèrent et s'en servent.

Premières rencontres de ces années

3 fois, entre 1998 et 2016 par France Joubert au Centre de ressources des Groupements
d'employeurs de Poitou-Charentes

2000 : Pays de Rennes pour le Forum des acteurs solidaires du développement du Pays
Rennais. Membres : Yves Arnaud et Alain Yvergniaux

2001 : Sotteville les Rouen en Haute Normandie, accueillis par Véronique Lansari-Vallée
et le Pole-Ressources de l'économie sociale et solidaire

2002 : Accueillis à Lyon par Antoine Martin, cadre supérieur à L'Oréal, membre des
Pactes, engagé dans le Forum Citoyen avec d'autres ; associé à RAN (Réseau Assistance
Négociation) pour installer le droit social dans les TPE et PME

2003 : 2 fois à Nancy, Meurthe-et-Moselle, invités par Denis Vallence, membre des
Pactes, et bras droit de Michel Dinet, président du Conseil général.

2003 : 2 fois en Bourgogne à Dijon, accueillis par Pascal Mullard : Pole d'économie
solidaire, puis Sonia Baude ensuite

2002 et 2007 : 2 ou 3 fois par Paul Fuchs, porteur d'un projet de « Bien vivre », dans le
cadre du Collectif pour une démocratie participative dans l'Intercommunalité du Haut-
Nyonsais (Drôme) décédé en 2007.

**2001 : L'appui de la FPH favorise l'obtention d'une convention triennale d'animation,
signée avec la DIES.** En 2001-2002, le Collectif s'organise pour répondre aux objectifs de
la Convention : Comités de pilotage réguliers ; formulaire d'engagement à « participation
active » (modifiable chaque année) ; 3 Groupes de travail ont chacun leur animateur: 1.
Communication externe, 2. Veille et enquête de terrain, 3. Formaliser les constituants de
la démarche et les fondamentaux.

Martine assure la coordination générale des activités.

2002, une délégation des Pactes Locaux participe au premier Forum social européen à Florence, et coanime un atelier avec Emmaus International, représenté par un membre Italien. La manifestation pour la paix et contre Berlusconi, 7km de long !! des hélicoptères qui tournent en boucle au dessus de la tête, reste une expérience inoubliable pour ceux qui l'ont vécue.

Boîte n°3 : 2003 -2006

2003 : Première version d'une charte interne

2003-3 Journée nationale : « *Agir sur les processus de coopération comme contribution au changement* » ; Journal d'activité de l'année 2002, travail en atelier, interventions de Pierre Calame, fiches « papillon » (13 interviews de participants recueillis par une équipe de jeunes volontaires). Un vrai succès et de nouvelles personnes intéressées par les Pactes Locaux. Comment transformer l'essai ?

2003-2004 : L'Année sabbatique de la FPH, pendant laquelle tout s'arrête pour les partenaires, crée des incertitudes sur la suite du financement. Elle engage les Pactes locaux à envisager le comment de la suite : programme d'action, stratégie pour trouver d'autres moyens financiers.

2003 : Le « Carrefour international de l'innovation sociale et territoriale », organisé au Futuroscope de Poitiers par France Joubert clôture le cycle de formation consacré aux initiatives locales de l'INTEFP (Institut National de Formation des cadres qui travaillent dans les services du Travail, de l'Emploi, ou de la Formation professionnelle) : fonctionnaires, syndicats, mais aussi chercheurs et autres personnes ressources. Grâce à l'introduction de Pierre Calame, deux membres des Pactes ont pu suivre le cycle en tout ou partie (Marie-France Dubois et Martine). Une équipe des Pactes Locaux se porte volontaire pour participer à la préparation de cet événement. C'est une belle opportunité d'expérimenter une capitalisation collective. Ils proposent des fiches d'exemples et des contacts européens et Québec pour s'associer à la rencontre.

2014 : Ils élaborent leur 1^{er} **Cahier de propositions** : « *Un+ Un = Trois. « Ensemble, au cœur de relations plus responsables, entre, avec et pour les personnes, du local au global* » comme leur Bilan collectif, propositions adossées à des exemples. Coordonné par Alain Laurent et Martine.

2005 : Vers une maturité : Dans ces années d'activités intenses

Le Collectif prend le statut d'Association. Sa participation aux Rencontres du RIPESS Intercontinental, accueilli à Dakar sur le thème « **Renforcer le pouvoir d'agir des peuples** » ouvre une porte concrète pour leur investissement à une nouvelle échelle. La rencontre suivante (en 2007) doit avoir lieu en Europe. Dans quel pays ? Dakar décide que ce sera la Belgique. Mais la Belgique annulera sa proposition. Un certain temps s'écoule avant qu'une solution soit acceptée. Finalement, c'est la candidature du Luxembourg qui est retenue. Le Forum est intitulé « Lux'09 ». Les Pactes Locaux

rejoignent le comité de pilotage européen. Ils rempliront un rôle actif, en animant un atelier « Ancrage territorial et participation démocratique d'une économie plus solidaire ».

2006 : Leur stratégie et leur plan d'action sont prêts... Tandis que de son côté, la FPH fait connaître ses positions et ses projets : pour une seconde étape de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, ainsi qu'une charte constitutive. Elle propose à ses partenaires de « faire alliance » et de la rejoindre sur ses bases. Les Pactes Locaux, sans s'y opposer, souhaitent expérimenter la leur avant de prendre position. Ils proposent donc leur programme d'activités, sans assurance d'un renouvellement de la convention : « Faire face à la nécessité du moment présent : c'est s'organiser pour faire survivre la dynamique du réseau et répondre aux demandes actuelles d'élargissement du noyau fondateur ; diffusion du Cahier « 1+1=Trois » ; recherche d'ouvertures ».

« **Le Katpaj** » Plaquette de présentation, Fiches individuelles de ressources des membres
Ce socle robuste facilitera les adaptations nécessaires à l'évolution du contexte.

Boîte- n°4 : 2005-2006 : 3^{ème} rencontre du RIPESS Intercontinental à Dakar et suites

Thème : Renforcer le pouvoir d'agir des peuples /Empowering people

Participation en amont au Séminaire professionnel d'UNITERRA (Canada): ESS et Partenariats avec les pays du Sud ; et au Séminaire Bilan de Pôle Socioéconomie solidaire de la FPH, à « L'école des sables de Toubab Dialaw » où les Pactes locaux sont invités.
Suivi du post-Dakar pour le choix du pays d'accueil européen de la rencontre 2009.

Boîte n°5 :1999-2003 : Brèves pour les membres des Pactes Locaux et les partenaires

Boîtes 5 et 6 : les 5 étapes régionales du Cycle Lux'09

À partir de 2007, les archives sont organisées en classeur.s

N°1 à 7 :2007-2009:

Mise en place de la Plateforme, réalisation de Lux'09

(+ 2 cartons consacrés aux 5 étapes régionales)

Novembre 2009 - Voyage apprenant au Japon - District d'Ogawamachi.

Circuit court intégré du producteur à la restauration et la vente locale

**Photos : Mr Kaneko Yoshinori, 1ier producteur bio, il y a plus de trente ans ;
une productrice accueille au restaurant**



Décembre 2009 : Journée Porte-Voix à Poitiers en 2009

N° 8 :2010 : Transition des Pactes Locaux vers les P'actes européens

Bilan et perspectives : 2d cycle de Voyage apprenant accueilli par la Maison de la Citoyenneté Mondiale à Mulhouse

Novembre 2010 : Les Pactes contribuent à un événement officiel dans le cadre de « l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale » à **Bruxelles**, au Comité des Régions . Titre : « La promotion d'une économie territoriale coopérante pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale ». Ils lancent **les P'actes Européens** à cette occasion. **Les P'ACTES se mobilisent pour :** 1. *s'organiser en collectif de ressources permanent, pour mutualiser l'expérience en apprenant les uns des autres (éducation populaire), pour transmettre leurs enseignements, multiplier le nombre de ceux qui les utilisent, se renforcer et s'affirmer* e n s e m b l e . 2 . *exprimer une voix collective, indépendante, de plaidoyer auprès des institutions européennes, nationales et régionales, de façon à fournir aux uns et aux autres le moyen de consulter la société civile collectivement constituée au sein des P'ACTES.*

Les P'ACTES considèrent le développement local durable comme une issue par le haut de la crise actuelle, à certaines conditions :

- Une stratégie conçue et appliquée **en vue d'obtenir des réponses concrètes** aux problèmes essentiels qui se posent au quotidien : gestion des ressources communes, activités et emplois, conditions de vie et services, dans **une perspective d'ouverture et d'articulation solidaire entre les territoires**.
- Une stratégie inscrite dans **une perspective de moyen et long terme d'intégration dans le droit commun**, d e s **réponses locales et régionales** (interactions territoriales et coopérations).
- **La responsabilité partagée est son principe directeur. La Gouvernance multi niveaux son instrument.** Elle inclut **la société civile organisée comme partie prenante** dans la conduite d'action, en tant qu'acteur collectif de l'économie réelle et de la gouvernance territoriale.
- **Une stratégie multi-fonds** dans un cadre programmatique facilitateur; des règles d'application **simples et transparentes**.

- Des **objectifs de résultats** définis par des indicateurs **quantitatifs (combien)** et des indicateurs **qualitatifs (comment)** tels que : satisfaction des besoins essentiels dans l'économie réelle; qualité du vivre ensemble; résilience; vitalité démocratique et culturelle; diminution de la dépendance énergétique, alimentaire ou financière exogènes.

N° 9 : 2011 :

- Février : **Voyage Apprenant accueilli par l'Association In Loco Algarve Portugal** : Comment continuer, quel modèle économique d'amorçage ?

- Juin : **La journée du BASE Sud Audois, en amont de la fondation du RIPESS Europe**

- Septembre : **Fondation du RIPESS Europe à Barcelone**



- **Septembre : Fondation du RIPESS Europe à Barcelone**
Pricila Soares représentante des P'actes Européens au Conseil d'administration
- **Septembre : 2^{ème} Cahier de propositions : « Faire Pacte »**, sept ans après celui de juillet 2004 qui affirmait que « 1+1 = 3 ». Bien qu'éloignés géographiquement et parfois culturellement les uns des autres, la démarche des Pactes Locaux, s'est élargie et nous avons réussi à avancer au-delà du contexte français et à proposer la reconstruction d'un pacte territorial, économique et social, à la hauteur des enjeux. **La notion s'est peu à peu étoffée**, du fait de l'évolution générale, de relations ouvertes et durables, de visites régulières sur les lieux de l'expérience, accueillies par leurs promoteurs, pour observer, analyser et mieux agir. Ils sont indissociables pour des réponses complètes aux besoins essentiels d'une vie en santé, en sécurité et en paix. **C'est de droits fondamentaux qu'il s'agit.**

-

- Octobre 2011 : Participation en équipe au FIESS à Montréal

*Proposition conjointe du Centre de Ressources des GE et des P'actes Européens. Ils proposent d'illustrer les processus de convergences volontaires qui se construisent actuellement entre diverses initiatives, organisations et réseaux pour renouveler les relations entre société civile et pouvoirs publics sur une base territoriale du dialogue et de l'engagement à mieux répondre, ensemble, au « **défi de la démocratie complexe** ». Si leur proposition est retenue, ils envisagent aussi de **mobiliser quelques représentants des pouvoirs publics** avec lesquels ils sont en relations de coopération pour installer le dialogue dans l'atelier « Territoires et développement local » à Montréal : institutions européennes ou venant de pays dans lesquels les initiatives sont représentées : Allemagne, Autriche, France, Italie, Luxembourg, Portugal).*

- Novembre : Forum asiatique de l'économie solidaire en Asie Rencontre de Kuala Lumpur :

- Overcoming the challenges of social/solidarity Economy ASEF -Social Enterprise as a vehicle for socio-economic Transformation of communities. Kuala-Lumpur -Tuesday November 1st - 2011
THE P'ACTS CONSIDER THAT SUSTAINABLE LOCAL DEVELOPMENT PROVIDES A POSITIVE ROAD TO OVERCOMING THE CURRENT CRISIS, IF CERTAIN CONDITIONS ARE RESPECTED: A STRATEGY :

designed and applied to provide concrete answers to essential everyday issues: managing shared resources, activities and employment, living conditions and services all aimed at providing the perspective of a joined-up opening and solidarity between territories.

aimed at providing a medium - and long- term legal framework to local and regional issues (territorial interactions and co-operation).

The key principle is based on shared responsibility. Multi-level governance is the instrument.

It includes organised civil society as a stakeholder in building and implementing actions, as a collective actor in the real economy and in territorial governance.

A multi-funded strategy, simple and transparent implementation.

The objectives for results should be defined with both quantitative indicators (how much/many) as well as qualitative indicators (how, what impacts) such as: satisfying essential needs in the real economy ; the collective quality of our lives ; the resilience, the vitality of our democratic and cultural existence ; a lesser dependence on fossil fuel as well

as on imported food or foreign finance.

The movement was launched, with the music of the Portuguese poet Torga in our minds and hearts : «The universal is the local minus the walls! »

N°12 2012-2014 :

Juillet 2012 : Le RIO+20 des P'actes européens



Oui, le Local et le Global sont interdépendants, mais c'est à l'intérieur du local que les choses se passent, à la fois très complexes ... et très concrètes !

N°11 : Juillet 2012 – mars 2013 :

Le Rio étendu des P'actes Européens se situe dans le cadre de leur participation au Collectif RIO+20 de préparation de RIO+20

IL propose 3 heures de dialogues citoyens en duplex, depuis Limoux dans l'Aude à des citoyens-acteurs de 5 régions différentes:

Thème : Des actes, des projets pour l'ancrage territorial et la participation démocratique d'un développement durable.

RIO+20 étendu est une occasion citoyenne d'apporter leur pierre à l'édifice, à partir de leurs activités. Car, Ils ont acquis, chemin faisant, une véritable expertise d'usage.

Elle établit le dialogue entre les 6 sites avec les deux mêmes questions transversales :

- Quelle participation démocratique à la gestion territoriale des problèmes du quotidien ?
- Comment organiser une gouvernance démocratique du social, de l'économique et de l'écologique aux multiples échelles ?

Avec une conviction :

Prendre le chemin d'une prospérité fondée sur un développement en qualité c'est possible, dès lors que l'on admet que les grands gisements d'emploi se trouveront à l'avenir dans la capacité de répondre aux besoins essentiels de la vie quotidienne avec qualité, durabilité, solidarité, proximité.

Répondre à ces besoins, c'est restructurer l'emploi en fonction de ces opportunités et la volonté politique de marcher dans cette direction.

AU PROGRAMME :

1. 14h à 15h: Les leviers de la gestion locale des ressources.

- ❖ **Penser global, agir local à l'échelle d'une commune rurale.** Haute Vallée de l'Aude en Languedoc-Roussillon : Maire de Luc sur Aude, Clown acteur social, Scop Sapie, P'actes Européens.
- ❖ **Développer le territoire par des dynamiques de l'ESS : agriculture, culture, transition énergétique.** Vaucluse en PACA: La Gare AVEC (Ani- mation Vauclusienne Educative et Culturelle), AERE (Association pour les énergies renouvelables et l'écologie) Groupe Local les Amis de la Terre - GFA Les Granouillères.

Echanges : Politiques publiques locales, initiatives individuelles et collectives de projet : Comment réintégrer les questions majeures du vivre ensemble dans une démarche prospective d'intérêt général ?

2. 15h à 16h: Les leviers pour restructurer une économie territoriale ouverte, qu'elle soit du secteur marchand, service public, tiers-secteur ou entraide volontaire.

Pour une transition alimentaire sur notre territoire. Mamers (Sarthe) : confins Basse Normandie et Pays de la Loire :Association La Ruche, Mairie de Mamers, Communauté Urbaine d'Alençon, Région Pays de la Loire.

P'actes pour l'emploi partagé : un outil du changement économique et social. Poitiers (Vienne) en Poitou-Charentes: CRGE (Centre Ressources des Groupements d'Employeurs) et Les Petits Débrouillards.

Echanges : Comment faire évoluer le mode d'emploi des relations Local-Global :englobées/englobantes, obligées/ volontaires, routinières /de qualité, ou remédier à l'inexistence des inter-relations utiles pour activer coopérations et complémentarités ?

3. 16h à 17h : Local/global indissociables : quelles régulations ?

La structuration territoriale de l'économie solidaire dans la transition démocratique.

Toulouse: L'ADEPES (Agence de Développement et de Promotion de l'Economie Solidaire en Midi-Pyrénées) avec des membres du Réseau des Relais Locaux : couveuse d'activités Etymôn, Librairie « Lire », Le Bouche à Oreille, « Le Pot éthique », Le Café Plum, IDEES, l'Université de Midi-Quercy-Rouergue, O Saveurs Paysannes, Eco Sol 65, L'Equitable, Le Souleihla, la Maison de l'Economie Solidaire.

S'organiser aux différents paliers pour réussir le contrat démocratique.

À Rio de Janeiro, des élus de la Région Bretagne et de l'Etat de Rio de Janeiro portent le projet d'instaurer un échelon infra-étatique de gouvernance publique basé sur des relations horizontales de territoire à territoire. Car à l'évidence, ni les Etats, ni les multinationales ne sont à même de définir, à eux seuls, des régulations prescriptives équilibrées, et encore moins de les faire respecter. Et dans le contexte actuel, nul n'est indépendant, nul n'est à l'abri des conséquences des choix d'action ou d'inaction d'autrui.

Echanges: Des collectifs d'acteurs vers l'acteur collectif interlocuteur dans la transformation du système: Comment progresser concrètement ICI dans l'après RIO+20, dans notre espace public de citoyenneté politique, en France et en Europe? Quel cadre pour des engagements mutuels peut garantir l'accès aux droits, aux services publics et aux biens communs pour les générations actuelles et futures, dans le respect démocratique de la diversité ?

Interface organisation : Martine Theveniaut : 04 68 69 92 88 ; 06 43 38 62 45

Interface technique : Peter Wollny 04 68 74 73 30 ; 06 40 23 49 31

N°12 : 2012 à 2014 le Cycle Grundtvig. Acronyme : Plateforme d'Apprentissage et de Coopération vers des Territoires Européens Solidaires (classeurs a et b) :

12 (c) : octobre 2013 : Participation à la 5^{ème} rencontre du RIPESS intercontinental de Manila'13. **Titre : « Construire l'économie sociale solidaire comme modèle d'un développement alternatif ».** Les P'actes européens animent (pour l'Europe) **le thème n°2 : « Expériences de l'ESS dans les territoires », préparé par un Forum internet international.** Participation au FSM en Tunisie.

13 et 14 : Fin 2014 et 2015. Les P'actes européens ne réussissent pas à rebondir :

La FPH se détourne des P'actes européens, pour soutenir des têtes de réseaux, plus visibles et peut-être plus prometteuses.

Dans le préambule de stratégie générale de la dernière Convention signée en 2015 avec les P'actes Européens, celle-ci *«reconnaît que vingt-cinq ans après avoir fait sien le constat du Club de Rome de 1974 d'une triple crise des relations et de l'échange entre les sociétés, entre les hommes, entre les hommes et leur milieu de vie, cette analyse reste d'actualité. La situation a continué à se dégrader (...). Pour autant, malgré la multiplication de publications, de mobilisations et d'expériences nouvelles, la réponse systémique tarde à se dessiner.*

Les résultats du projet Grundvig PACTES sont jugés très satisfaisants. Néanmoins, leur projet ERASMUS, conçu comme consolidation du précédent Grundtvig est recalé à 1 point !

Le projet 'PACTES' avait pour objectifs de soutenir la diffusion d'inventions sociales pour préparer la constitution d'une boîte à outils européenne de réponses disponibles et transférables, de promouvoir la formation 'entre pairs' en utilisant la méthode pédagogique 'voyage apprenants', de faire connaître largement ces outils et méthodes de coopération, et de développer une meilleure connaissance des méthodes collaboratives dans la conduite d'activité. Pour ce faire vous avez réalisé de nombreuses activités qui vous ont permis d'aboutir à la création de 'fiches-notions', de 'fiches-expériences', et de 'fiches-outils', et qui ont permis de valider la méthode 'Voyage Apprenant' comme un outil facilitateur de la constitution de réseaux. Votre rapport est illustré par de nombreux témoignages de participants.

Nous soulignons que votre projet a permis la consolidation d'un réseau d'acteurs professionnels à l'échelle européenne. Le nombre important de visites de terrain contribue à l'échange de bonnes pratiques, d'expériences et de compétences que vous avez développé tout au long du projet; ceci, associé à l'accès des participants à la diversité culturelle et linguistique des partenaires, constitue un élément important de la valeur ajoutée de votre projet. Vous avez su vous adapter aux modifications de votre partenariat initial, la gestion et la mise en oeuvre du projet ont été bien menées. Vous avez également assuré une large diffusion du projet et de vos activités, au sein des réseaux spécialisés.

Ne réussissant pas à renouveler son équipe fondatrice vieillissante, les membres se réunissent à Alet-les-Bains (fin 2016) et décident leur dissolution.

- ❖ Les archives collectées sur plus de vingt ans sont inventoriées pour les maintenir accessible (liste en annexe n°2).
- ❖ Certains des membres poursuivent des relations de coopération dans des opérations ponctuelles jusqu'à aujourd'hui. Par exemple, à la demande de l'Association Via Brachy, ex-membre des Pactes basée à Toulouse, la Haute Vallée de l'Aude a participé à la préparation en 2017 d'un voyage apprenant européen (Erasmus de Via Brachy). Et réciproquement des membres des P'actes ont été invités aux rencontres de Via Brachy, l'année précédente à Gaillac.
- ❖ En 2018, le PTCE 3 EVA (Pôle Territorial de Coopération Économique: « Ensemble, Expérimenter et Entreprendre en Vallée de l'Aude ») accueillait le sixième Voyage Apprenant d'étudiants en master2 « Ingénierie de projet en ESS», de l'Université de Haute Alsace, basée à Mulhouse.
- ❖ L'informel, en créant des occasions de se rencontrer, entretient les relations

2016 : La fin des P'actes Européens

La page qui se tourne est aussi celle d'une époque. Les membres plus jeunes ne se sentent pas suffisamment « chez eux » pour réinvestir cet espace comme le leur. Dont acte !

La génération suivante ne nous a d'ailleurs pas attendu pour développer ses propres approches et c'est tant mieux.

Cela ne nous dispense pas de nous poser la question de la continuité d'une transmission de nos apprentissages et de nos acquis pour servir à la génération qui nous suit.

Transmettre « entre vifs » répond à une autre exigence que le devoir de mémoire qui honore celles et ceux qui ont payé, au prix fort, la liberté dont notre génération a disposée.

Notre époque nous fait, en effet, courir le risque majeur de transformations conduites avec une mémoire courte. Les alternances politiques s'accélèrent ainsi que la volatilité des consensus. Elles entraînent des ruptures de continuité dont personne ne semble se préoccuper, à la mesure des dangers de cette dérégulation qui sape les fondations de l'humain dans la qualité de ses inter-relations.

Transmettre c'est relier :

❖ ***Relier c'est relater, témoigner*** d'une expérience individuelle et collective.

Oui, je témoigne que ménager, aménager des territoires, vivables, ouverts et reliés, est un choix de vie et un engagement qui peut accomplir la dimension sociale d'une vie humaine. De ce point de vue, la fin de l'histoire n'est pas écrite, car la vie continue.

❖ ***Relier c'est aussi passer le relais***

en créant des opportunités de partage avec la génération qui nous suit ; se rencontrer « en situation » dans des activités permet de mieux se comprendre ;

La mise à disposition publique d'une documentation, constituée et organisée sur trente ans, peut servir au passage de relais, en laissant la porte ouverte à des échanges entre vivants, de divers âges.

*Que Monsieur Robion et ses collègues soient ici sincèrement remerciés d'accueillir ce fonds aux Archives départementales de l'Aude.
C'est pour moi un honneur, et un bonheur.*

Martine Theveniaut, le 31 janvier 2018

Ressources documentaires croisant approche territoriale et participation démocratique des habitants, sur diverses thématiques, à différentes échelles pour les faire mieux connaître, amplifier leur portée concrète par la mutualisation, la réflexion et l'action,

Classement chronologique. Toutes ces références sont jointes au versement

- ❖ 1961 : Serge Moscovici, 1961 : Reconversion industrielle et changements sociaux : un exemple : la chapellerie dans l'Aude
- ❖ 1982 : Paysages ruraux de la montagne Audoise François de Ravignan (2 volumes)
- ❖ 1984 : CG Aude : Situation géographique HVA
- ❖ 1985 à aujourd'hui : Le parcours des groupements d'employeurs et la mise en place de Centres de ressources régionaux des GE: L'un des fondateurs et porte-parole est un syndicaliste CFDT de Poitiers. C'est aussi le président des Pactes Locaux, puis Européens, de 2007 à 2017, date de la dissolution de cette association.
- ❖ 1987 : Sous-préfecture de Limoux : Objectifs d'un plan de développement HVA
- ❖ 1987 : Réunion Comité Pilotage projet HVA
- ❖ 1987 et 1988 b: IAM Montpellier : Etude sur le canton du Mouthoumet ; rapport d'enquête sur l'activité artisanale.
- ❖ 1988-1994 : Canton de Mouthoumet : La presse en parle
- ❖ 1988 : Interface pyrénéenne : 15 ans d'installation en Zone rurale Sud du département
- ❖ 1988 : Analyse des besoins de formation et développement local en HVA
- ❖ 1989 : Rapport P.Viveret au 1^{er} Ministre : L'évaluation des politiques et des actions publiques (Documentation française)
- ❖ 1989 : AFPA Conseil : Analyse des besoins de formation et développement local en HVA
- ❖ 1989 : Le Local en action organisé par l'ANDLP du (7 au 10 décembre 1988 à Montréal): Colloque sur le développement local : pratiques, conceptions et enjeux économiques. Publication (Montréal, Québec)
- ❖ 1990 : Document de travail : Le revenu minimum d'insertion dans l'Aude (et Compte-rendu de réunion de la CLI Limoux 1991)
- ❖ 1990 : Initiative européenne « LEADER 1: « Projet de Développement des Zones Rurales » en Languedoc-Roussillon – Pyrénées.
- ❖ 1990 : Dossier FRILE : Etude diagnostic des entreprises de la HVA et résumé dans la Lettre de la HVA
- ❖ 1990 : Documentation de présentation de la Maison de la Montagne de Roquefeuil
- ❖ 1990 : Les Pays d'Aude : Découpage spatial, essai de définition cartographique. Comité départemental du patrimoine
- ❖ 1990 : Aude : Eléments pour un projet de développement. Etude pluridisciplinaire sous la direction de Jean Ferrasse
- ❖ 1990-1993 : Création d'emplois et Cohésion sociale. Etude-action Agence pour le développement des Services de proximité (Convention DIES).Notamment transfert de méthodologie auprès d'opérateurs locaux, études-actions, formations etc. (résultats assemblés)
- ❖ 1991 : Rencontres européennes de la Formation et du développement à Toulouse : 10

ans d'action de l'ADEPFO dans les Pyrénées.

- ❖ 1991 : Programme opérationnel – Zone Pyrénéenne – Languedoc-Roussillon. Pour le développement des zones rurales (PDZR).
- ❖ 1991 : Commissariat général au Plan : Guide du diagnostic pour le développement rural.
- ❖ 1991 : L'expérience du programme « Nouvelles Qualifications » pour lutter contre la précarité et la vulnérabilité de l'emploi. Rapport d'évaluation de Vincent Merle.
- ❖ 1991-1994 : Recherche-action de Martine Theveniaut pour le Ministère Travail-Emploi et l'ANPE : (FAAPQ) Formation et apprentissage des adultes peu qualifiés en 2 étapes
Juin 1991 : Exemples audois du côté de l'offre de formation en milieu rural audois ; l'émergence de l'insertion ; formation et développement local ;
Novembre 1991 : La demande de formation : individus et pratiques sociales (recueil d'entretiens) ; affronter les risques du changement pour sortir des sentiers battus- Résumé 15 pages ; Rapport Novembre 1992 : Second volet de la recherche-action, centrée sur l'Adulte peu qualifié lui-même. Quel encouragement social à la transition professionnelle ? Mai 1994 : Rapport final prospectif pour FAAPQ : l'entrepreneur social en milieu rural.
- ❖ 1990-1993 : Création d'emplois et Cohésion sociale. Etude-action Agence pour le développement des Services de proximité (Convention DIES). Notamment transfert de méthodologie auprès d'opérateurs locaux, études-actions, formations etc. (résultats assemblés)
- ❖ 1990-1993 : Mission locale Sud Audois : Plan global de développement de l'insertion de la Zone SPID (Corbières-orientales)
- ❖ 1991 : Etude Sapie sur le RMI dans l'Aude
- ❖ 1991 : L'expérience du programme « Nouvelles Qualifications » pour lutter contre la précarité et la vulnérabilité de l'emploi. Rapport d'évaluation de Vincent Merle
- ❖ Guide du diagnostic pour le développement rural. Commissariat général au plan
- ❖ 1991 : Pluri-actifs ruraux : Rencontres européennes de la formation et du développement .10 ans d'action dans les Pyrénées
- ❖ 1991 : Divers documents:
Approche Biographique et globale du micro-bassin de Couiza-Espéraza ;
CFPM : Situation des Nouvelles Qualifications ;
Notes sur les coutumes et la vie quotidienne de la HVA au début de ce siècle ; course au bœuf à Espéraza ; Charte du cercle de qualité FORMICA ; Lettre de la HVA 1991 : Club d'initiatives locales ; Brochure : la HVA : le nouveau défi économique ; l'Europe ; 100 Promenades au menu du CDR
- ❖ 1991 : Points de vente de produits régionaux : Formation Développement
- ❖ 1992 (fév-avril) : Quel avenir pour le monde rural ? Consultation de 500 acteurs audois (Cabinet Midi-Impact)
- ❖ 1992 : Identité de pays et développement local : Entretiens, réunions, documentation associée: Etude Martine Theveniaut pour le CDPCA de l'Aude /appuyé par la DRAC : (1 Boîte Archives)
- ❖ 1992 : Revue Intercommunalité : Aude : Chômeurs ruraux : danger d'exclusion ; Massif Mouthoumet : Développement local intégré
- ❖ 1992 : L'énergie des Terroirs de l'Aude : Patrimoine et sentiment d'appartenance :

Intervention de Michel Brousse et Martine Theveniaut au congrès des documentalistes à Narbonne, pour présenter l'étude destinée à définir une politique de valorisation des ressources culturelles en Lauragais pour l'ADATEL : (Cabinet à Dessein : Christian Serrano et Martine Theveniaut).

- ❖ 1992 : Etude Tourisme en Lauragais pour l'ADATEL et en collaboration avec le CDPCA (Cabinet À Dessein, Martine et Christian Serrano (deviendra membre de PARI). Entretiens, questionnaires, axes de valorisation, annexes et rapport de synthèse (1 Boîte Archives)
- ❖ 1992/1993 : Atlas du patrimoine naturel de l'Aude : 2 Volumes d'inventaire ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique)
- ❖ 1992-1993 : Sud-Minervois : une région en pleine mutation : Etude Management touristique Christian Cabrol
- ❖ Vers 1992 : Village Magazine : les Migrations ville-campagne : Construire sa vie à la campagne
- ❖ 1992-1995 : Suivi des activités du Club « Entreprendre en HVA »
- ❖ 1992 : Jalons pour une étude sociologique de la migration dans le Sud-Audois (Jean-Guy Ubiergo)
- ❖ 1993 : Dossier : 1) Transcription des séances du Groupe de Fournes et 2) Lettres au Préfet de l'Aude (Juin et octobre) de Martine Muller (Theveniaut) pour demander à contribuer au groupe thématique « insertion » qui se met en place pour une préparation concertée au Programme départemental d'insertion. Cette possibilité de participation est conforme à la nouvelle réglementation. (et restera sans suite, pas même une réponse
- ❖ 1993 : Rencontres pyrénéennes à la Maison de la Montagne de Roquefeuil : Pluriactivités dans l'économie Pyrénéenne : « Monts et Vallées des entrepreneurs ».
- ❖ 1994 : Formation – Développement en Midi-Pyrénées : L'ADEPFAT : Association pour le Développement par la formation des Pays de l'aveyronnais et Tarnais
- ❖ 1994 : Clémence Fayard : Les potentiels de développement dans le territoire du SIVOM de Salles sur l'Hers. UER Géographie Toulouse Mirail. UFR Géographie Aménagement.
- ❖ 1994 : FPH avec l'association Geyser : Quels appuis aux innovations rurales ?
- ❖ 1994 : L'agriculture paysanne : des pratiques aux enjeux de société (Confédération paysanne) publication FPH
- ❖ 1994 : Document Unique de Programmation pour le développement des zones rurales du Languedoc-Roussillon (DOCUP)
- ❖ 1994 : Quels appuis aux innovations rurales publication Pierre-Yves Guihéneuf GEYSER
- ❖ 1994 : Fondation Association PARI (Praticiens Action/ Réflexion pour l'Insertion) dans le prolongement de la recherche-action 91-94. Leur but : **« Améliorer les résultats obtenus par les associations ou les entreprises des membres qui la composent, en matière d'insertion-et-crédation d'activités, par l'échange d'idées, les transferts internes, la conduite d'expérimentation, les études et recherches. En vue de proposer des perspectives générales, de la méthodologie, de la formation, des dispositions concrètes »**. Présidente : Clothilde de Ravignan
- ❖ 1994 : Coordonné par le CRIDEL pour la Commission européenne : Etudes de développement régional sur la valeur ajoutée et l'ingénierie du développement local

- ❖ 1994 : CIVAM : Le diagnostic de territoire au service du projet
- ❖ 1994 : Le CAUE organise les Journées de l'Authenticité à la Cité de Carcassonne
- ❖ 1994 : Programme agri environnemental : Opération locale : Protection des paysages de châtaigneraies de la Montagne Noire Audoise
- ❖ 1994 : Association intercommunale « Entraide » (siège social à Castans) fait la demande d'un agrément qualité d'association intermédiaire
- ❖ 1994/95 : Rencontres du CIEPAD (Carrefour International d'Echanges et de Pratiques Appliquées au Développement).: « Les semences du changement » ; 1995 : Entre villes surpeuplées et terroirs dépeuplés : quelles alternatives sociales pour demain
- ❖ 1994-99 : Plan de développement rural : Document unique de programmation pour le développement des zones rurales en Languedoc-Roussillon
- ❖ 1994-1995 : « Formation Ecole de responsables » administrateurs du CDJA : Le cahier des charges part de la personne et prévoit un entretien au domicile, pour connaître leurs attentes et leur état d'esprit vis à vis de cette formation. (méthode PARI) par convention avec Martine. (1 Dossier)
- ❖ 1995 : François de Ravignan : l'Avenir d'un désert –au Pays sud audois
- ❖ 1995 : Bernard Tranié : L'équation du développement local
- ❖ 1995 : Le diagnostic de territoire au service du projet Fédération CIVAM
- ❖ 1995 : Débat national sur la loi contre l'exclusion à l'Initiative de la Fondation pour le progrès de l'homme, auquel participent Clothilde et Martine Livre joint
- ❖ Octobre 1995 : De Terres d'Europe (1995) vers Délos Constellation (1996)
- ❖ Quelles solidarités dans et entre les territoires de l'Europe (Conférence européenne sur le Développement local et la Cohésion sociale dans l'UE : Serpa Portugal) précédée d'une rencontre binationale franco-espagnole à Florac Lozère (octobre 1995) Résultats de la rencontre de Florac et le Rapport général de Serpa (joint). Ils déboucheront sur la constitution de Delos-Constellation en 1996. (1 Boîte Archives)
- ❖ 1995 : l'Annuaire EFE de certains des acteurs du Développement local par l'environnement, produit en 1995 par le CEDAG, identifie PARI comme l'un d'eux.
- ❖ 1995 : Construire un projet de territoire ; du diagnostic aux stratégies (Comité de Liaison des Comités de Bassin d'emploi)
- ❖ 1996 : Les initiatives locales en Europe : Bilan économique et social. Etude CRIDA
- ❖ 1996 : Participation Martine et Clothilde de Ravignan (PARI) aux débats organisés par la FPH (Fondation pour le Progrès de l'homme) sur la loi cadre contre l'exclusion en France : « Politiques publiques et citoyenneté face aux nouvelles formes d'exclusion »
- ❖ 1996 : Journée d'échanges PARI sur « des pratiques innovantes pour de nouvelles solidarités » (Carcassonne, Le Viguié)
- ❖ 1996 : Propositions pour la mise en place d'une politique régionale des services de proximité Etude CRIDA
- ❖ 1996 : Jacqueline Lorthiois : Le diagnostic local de ressources (Collection décision locale). Consultante en développement local, elle analyse la question à partir de trois champs : la collectivité et ses institutions ; la population (ou « communauté ») et sa richesse interne ; le monde économique (En vente sur internet en version pdf)
- ❖ 1996 « Des pratiques innovantes pour de nouvelles solidarités : Citoyens dans les Territoires audois : ». Débat organisé par PARI Carcassonne Le Viguié

- ❖ 1996 : Entrepreneurs et créateurs d'activités en milieu rural. Rapport pour le Ministère de l'agriculture, pêche, alimentation
- ❖ 1996 : Les nouveaux départs de la ville vers la campagne : importance, sens, enjeux- Colloque sous la direction du journal Village
- ❖ 1996 : Les initiatives locales en Europe : Bilan économique et social. Etude CRIDA
- ❖ 1996 : Propositions pour la mise en place d'une politique régionale des services de proximité Etude CRIDA
- ❖ (Carrefour International d'Echanges et de Pratiques Appliquées au Développement).
- ❖ 1996 : Les services au cœur du développement rural Colloque national Association des ruralistes français
- ❖ 1996 : Rapport final du programme européen, « PIC-Emploi Horizon défavorisés : Solidarité est Vie », initié par L'Association Cévenole avec des partenaires Portugais, et qui fédère des « Pôles ruraux » dans la région. L'action a pour « cœur: la ruralité, ressource pour notre société ». (rapport final)
- ❖ 1996 : « 1- processus de mise en réseau d'acteurs locaux comme vecteur de développement économique et social ». « 2- l'importance de produire des informations utiles à l'action pour se faire une opinion par soi-même, en se rendant sur place pour observer et dialoguer. Intervention Martine au congrès de l'Association Internationale des Sociologues de langue française dont le thème de l'année est : L'invention de la société : de l'élucidation à l'action. (à Evora, Portugal)
- ❖ 1996 : Colloque sous la direction J.de Felice et S. Le Calvez: les nouveaux départs de la ville vers la campagne : Importance, sens, enjeux.
- ❖ 1996 : Actes du Colloque : Association des Régions de France et Mairies –Conseil : Les services au cœur du développement rural.
- ❖ 1997 : Bernard Leurquin : La France et la politique des pays
- ❖ 1997 : Nouveaux services – Nouveaux emplois : Recensement non exhaustif de métiers peu ou pas satisfaits dans le domaine de l'aménagement du territoire- Rapport DATAR
- ❖ 1997 : Produire du territoire pour vivre : « Colloque : Crises, Mutations », du Laboratoire de Psychosociologie Clinique – Université PARIS VII Saint-Denis-Diderot
- ❖ 1997 : « Insertion sociale, subjectivation, solidarité » Extrait de l'ouvrage de Blaise Ollivier à partir de l'exemple audois P53-83 (joint dans la boîte-archive) « L'acteur et le sujet. Vers un nouvel acteur économique »,1997, Desclée de Brouwer (Livre joint)
- ❖ 1997 : Mieux comprendre les services de proximité pour soutenir leur développement. Rapport européen
- ❖ 1997 : DATAR : Recensement non exhaustif de métiers peu ou pas satisfaits dans le domaine de l'aménagement du territoire ; et rapport de synthèse européen : « Mieux comprendre les services de proximité pour soutenir leur développement ».
- ❖ 1997-1998 : Convention FNDVA avec PARI : « L'économie solidaire : l'heure des définitions. Expérimentation par la mise en débat » (Aude et PO)
- ❖ 1997-99: Résultats du « Chantier Approche territoriale » de l'ADSP et préparation d'une notice de l'ADSP : entretiens, récits de vie avec des membres fondateurs pour valoriser son caractère novateur (**1Boîte Archives**) et « Des territoires pour vivre dans la revue internationale de psychosociologie (Activités Martine)
- ❖ 1998 : Rapport Datar : aménagement ET Environnement (Dominique Voynet, ministre)

- ❖ 1998 : Plan d'action du groupe « Couveuse »
- ❖ 1998 Rapport Mangin(Publié JO): Développement local et politiques aménagement du territoire
- ❖ 6juin 1998- Actes du Colloque de Montpellier, coorganisé par 3 acteurs régionaux : le REAS, CREER et PARI : Ils remettent en débat l'évolution du projet de loi de cohésion sociale dans le contexte ouvert par la prise de parole des chômeurs (largement représentés lors de la rencontre).
- ❖ Questions pour un débat : Inter-Réseaux Economie solidaire
- ❖ 1998 : Voisins et citoyens en Méditerranée : Initiatives de solidarités et réglementations : Recherche action sur l'élaboration de propositions
- ❖ 1998 : Rapport Lipietz à Martine Aubry, Ministre de l'emploi et de la solidarité sur l'opportunité d'un nouveau type de société à vocation sociale
- ❖ 1999 : DIES Actes des Assises nationales de la vie associative.
- ❖ 1999 : La Labo de l'ESS 50 propositions pour changer de cap. Initiative pilotée par Claude Alphandéry, avec Laurent Fraisse et Tarik Ghezali.
- ❖ 1999 : Institut Français de l'Environnement : Les indicateurs de développement durable : Méthodes et perspectives
- ❖ 1999 : Le programme et la loi de prévention et de lutte contre les exclusions (Ministère emploi et solidarité)
- ❖ 1999 : Association AVERTIR (Poitiers) : Colloque au Futuroscope : Dialogue social et territoires : état des pratiques et perspectives.
- ❖ 1998-1999 : Résultats de la Convention PARI/FNDVA consacrée à « la mise en réseaux d'acteurs qui se reconnaissent dans l'économie solidaire ». Débouche, entre autres, sur une définition partagée de cette notion (2 rapports joints)
- ❖ 1999 : Inscrire l'économie sociale et solidaire dans le territoire (Convention CRIDA/DIES Martine).
- ❖ 1999 : « Le développement local, une réponse politique à la mondialisation », Publication Martine Theveniaut chez Desclée de Brouwer
- ❖ 1999 : Les indicateurs de Développement durable. Méthodes et perspectives. IFEN
- ❖ 1999 : Actes des Assises nationales de la vie associative DIES
- ❖ 1999 : Actes du 1^{er} congrès de l'installation progressive, Confédération paysanne, Nîmes
- ❖ 1999 : Dialogue social et Territoires. Etat des pratiques et perspectives, CFTD, AVERTIR, Poitiers, (France Joubert deviendra le président des Pactes Locaux par la suite)
- ❖ Programme expérimental sur l'installation progressive en milieu rural dans le cadre du Fonds d'installation agricole (FIA)
- ❖ 1999 : Plan d'action du groupe « couveuse » EFICEA
- ❖ 2000 : Stratégies territoriales en faveur de l'emploi Colloque Strasbourg
- ❖ 2000 : Tours : Ensemble pour une économie plurielle : un autre mode d'échange : le commerce équitable Dossier préparatoire aux rencontres européennes des acteurs de l'Economie sociale et de l'économie solidaire de Tours
- ❖ 2000 : Module Economie solidaire Université d'été des acteurs de la solidarité internationale et de l'économie solidaire, Chamrousse
- ❖ 2000 : Mine d'or, pollution et terre d'avenir en pays cathare. La construction d'une vigilance collective, Actes du séminaire de Lastours (avril 2000) Programme « Risques

- collectifs et situations de crise » du CNRS CRESAL
- ❖ 2000 : INSEE : Repères pour l'économie du Languedoc-Roussillon : Les systèmes locaux d'emploi de l'Aude ; Limoux : un bassin fragilisé.
 - ❖ 2000 : L'économie solidaire : Une autre manière de produire, d'échanger, d'être en relation, n°31 de Cultures en mouvement
 - ❖ 2000 : François de Ravignan met à jour la fiche ESPERE et l'accompagne des résultats d'une étude socio-économique sur l'immigration rurale dans le département de l'Aude, à partir du recensement de la population (carton BASE Sud Audois n°1 2000-2003).
 - ❖ 2000 : Création du BASE Sud Audois : Bureau pour l'Action Solidaire dans l'Espace sud-audois (2 cartons n°1 2000-2003 et n°2 2004-2010) où sont retracés l'essentiel des projets et activités de cette association encore en vie
 - ❖ 2000, Roger Lacombe, membre de PARI. Journée Pédagogie de la découverte et environnement, et bilan des 10 ans de la SARL ARF (Aménagements Ruraux et Forestiers) dont il est le Gérant (Joint) et Contrat de prévention des risques professionnels. Les nouveaux métiers de l'environnement.
 - ❖ 2000 : PARI s'inscrit dans la perspective nationale de « Consultations régionales, lancées par la DIES (Délégation Interministérielle Economie et Innovation Sociales). PARI anime le thème 6 sur « Le projet de l'économie solidaire » dans l'Aude et avec les réseaux régionaux. (Documents joints : Rapport d'activité PARI 1999-2000 : Propositions du Groupe 6 ; intervention PARI à la Journée régionale de Montpellier)
 - ❖ Mai 2000-2002 : Projet triennal de « Pacte Local en Languedoc-Roussillon ». Une documentation assez nourrie et synthétique y jointe sous cette rubrique. Plates-formes expérimentales PARI est animée par Véronique Ponrouch, qui travaille à « La Marque Pays Cathare » au CG11 ; sur le thème « Consommation citoyenne. Reliée avec le réseau ADTLR dans le contexte de la mise en place des Pays Loi Voynet. Documents de 1999 sur « La rencontre de Valencia : Quelles campagnes ? Quelle alimentation ? Quelles agricultures pour l'Europe ? » qui circule largement dans un milieu intéressé par ces questions Une convergence de personnes impliquées produit un maillage relationnel.
 - ❖ 2000 : William A. Ninacs (Québec) : 1) Le développement local : l'Axe des valeurs communautaires ; 2) Le pouvoir dans la participation au développement local dans un contexte de mondialisation (Joints).
 - ❖ 2000 novembre : Des solidarités territoriales au développement local, pour quelle politique ? Dossier préparatoire pour les rencontres européennes des acteurs de l'Economie Solidaire, à Tours (initiative Secrétariat d'Etat Economie solidaire) : Thème Ensemble pour une économie plurielle – convention avec Martine.
 - ❖ 2000 : 5èmes Rencontres des acteurs du développement local : Lille Grand Palais
 - ❖ 2000 : Etude sur l'état de l'habitat par cantons dans la HVA (CG Aude : 6 Fascicules)
 - ❖ 2001 : Inventaire des acteurs (qui se reconnaissent ou pourraient être intéressés par l'action du BASE), réalisé par Valérie Chen Man Tsuan, étudiante en maîtrise d'économie sociale à l'Université Toulouse Le Mirail.
 - ❖ 2001 : Des alliances pour des territoires innovants et solidaires : Les pactes locaux pour la cohésion sociale et l'emploi. Dossier coordonné par Martine Muller et Antonin Prébois. Ed. Fondation pour le progrès de l'homme (classé dans le carton n°1 Pactes Locaux)

- ❖ Mars 2001 : Finalisation du plan de développement régional de l'APES (Assemblée permanente de l'économie solidaire) par Martine : Les documents utiles à la situation du Languedoc-Roussillon sont sélectionnés et transférés aux membres de PARI.
- ❖ 2001 décembre : Véronique Ponrouch : La démarche de « Qualité territoriale » : Le Pays Cathare » Projet Dynamiques solidaires.
- ❖ 2001-2002 : Julien Scolaro La participation sociale : Economie solidaire et engagement politique : Pays HVA (Institut Etudes Politiques ; Aix-Marseille)
- ❖ 2000 : Economie solidaire et dynamique des territoires, Claude Llena, Enseignant-chercheur Montpellier
- ❖ 2000 : Alain Laurent : Sensibilisation sur le thème du développement durable
- ❖ 2001 Economie solidaire, Cahier de propositions FPH, coordonné par Laurent Fraisse...
- ❖ 2001 : Le rôle des entreprises sociales pour la promotion du troisième secteur. Projet de recherche RISO, porté par Euronetz (Berlin). Martine et François de Ravignan (Languedoc-Roussillon), Basse Normandie, Lombardie y participent. Conclusions Rapport global : Valeurs fondamentales et structures des entreprises sociales en Europe occidentale (2 rapports joints)
- ❖ 2001 :Le sens de la terre : Colloque sur le foncier, Carcassonne
- ❖ 2001 : Aude, Pays Cathare CG Aude
- ❖ 2001 : Capital local à finalité sociale : Article 6 du FSE : Opération expérimentale, pour des enseignements aux échelles locales et régionales
- ❖ 2000-2001 :Languedoc-Roussillon : Bilan régional de l'Appel à projets Dynamiques solidaires
- ❖ 2001 : La CFDT et l'action syndicale dans les territoires : Rencontre régionale Poitou-Charentes : Territoire, développement local, PARE
- ❖ 2001 : Examen du chantier de l'IRES Inter-Régional lors du comité de pilotage de janvier
- ❖ 2001 : Formation organisée par le RTES, à l'occasion de son assemblée générale
- ❖ 2001 : Organisation territoriale de l'Economie Solidaire en France Actualisation du document de travail, mise à jour aout 2001
- ❖ 2001 : Regard sur les risques et opportunités : Echanges à La Fédé-PAIO de Langres
- ❖ 2001 : Université rurale : l'Association d'animation en milieu rural, acteur et partenaire du territoire
- ❖ 2001 : Jean-Louis Laville : L'économie sociale et solidaire en Europe 'document de travail
- ❖ 2001 : Premières rencontres inter-universitaires de l'ESS : pour faire réseau au niveau national Accueillies à Valenciennes par Patrick Loquet
- ❖ 2001-2003 : Résultats des conventions PARI « Pacte Local Languedocien » : DRASS 2001 ; « Dynamiques solidaires »: « Construire des références communes » :1) : Le constat du côté de l'action publique ; 2) Entre les Acteurs publics et les Entrepreneurs solidaires ; (Synthèses réunies dans une même Boîte Archive+ Boîtes archives pour les activités et les relations)
- ❖ 2002 : « À qui appartient l'espace rural ? »Edition l'Aube (DATAR) ; préface Bertrand Hervieu.
- ❖ 2002 : Rapport intermédiaire de la convention territoriale au titre de l'économie sociale et solidaire en Haute-Vallée de l'Aude, signée avec la Préfecture de Région pour 3 ans. Le BASE Sud Audois en est l'instance de pilotage par délibération du Syndicat mixte de la

Vallée de l'Aude et des Pyrénées audoises (15 mai 2002) *qui reconnaît « son apport aux réflexions et à l'élaboration de la Charte de Pays dans la définition d'un développement équilibré et durable » ; « son intérêt comme composante significative du développement du Pays face aux mutations industrielles en cours ».*

- ❖ 2002 : Jean-Guy Ubiergo : « Emergences de nouvelles activités en Zone pyrénéenne » Cabinet SEGESA pour le Commissariat à l'aménagement des Pyrénées.
- ❖ 2002 : Rapport final de la Convention Dynamiques solidaires : « Pacte Local en Languedoc-Roussillon » : « Construire des références communes aux Acteurs publics et aux Entrepreneurs solidaires ».
- ❖ 2002 : « L'abeille », Clothilde de Ravignan : Analyse des pratiques de tissage d'un groupe de femmes dans un atelier d'insertion à Carcassonne. Approche ethnographique
- ❖ 2002 : Du côté des collectivités : Rencontres de Club ETD Partenaires pour agir : Aquitaine, Midi-Pyrénées : Le développement durable : mythes et réalités ; Amélioration de la qualité de la vie en Pays d'Albret (Leader) ; Le Souffle démocratique du pays Bourian.
- ❖ Début 2002 : Bilan 2001 et perspectives 2012 de la Délégation Interministérielle ESS
- ❖ 2002 : « La Terre : l'affaire du siècle » Collectif Jo'burg en vue du Sommet mondial (26août-4septembres 2002). Rencontre à Chamrousse des acteurs de la solidarité internationale et de l'économie solidaire.
- ❖ 2002 : Le pouvoir dans la participation au développement local dans un contexte de mondialisation William A. Ninacs Québec ; et récit de voyage au Québec
- ❖ 2002-2005 : BASE Sud Audois fondé en 2000, dans le contexte de la loi PAYS » dite Loi « Voynet ». obtient une convention territoriale sur les fonds territoriaux des nouveaux contrats de plan Etat-Région (*Les productions associatives et les rapports d'activité officiels sont joints, mais pas les archives car le BASE Sud Audois est toujours en vie*).
- ❖ 2002 : La migration : une rupture pour mieux se relier. L'arrivée en milieu rural d'une population précarisée et d'origine urbaine, Frédérique Got, Mémoire DESS Toulouse Mirail « Changements sociaux, processus d'exclusion et dynamiques d'intégration ».
- ❖ 2002 : Projet ESPERE d'insertion socio-professionnelle en milieu rural.
- ❖ 2002 : Sylvain Péchoux : « Pays et Agglomérations : les nouveaux territoires de la solidarité : L'apport des pratiques d'Epargne de Proximité Solidaire ». Elève-Ingénieur de l'I.S.A.R.A (Institut Supérieur d'Agriculture Rhône Alpes) dans le cadre d'une convention avec la Fédération des CIGALES (Clubs d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Epargne) : Rapport principal ; Fiches d'expériences Aude : ADEAR, ESPERE, Trait d'Union, HVAI-EACS, AIRDIE ; Travail d'enquête approfondi sur le Pays de la Haute Vallée de l'Aude (206 pages) (1 Boîte-archive 4 Volumes) (HVA en version numérisée)
- ❖ 2002 : Rapport à la DRASS de l'Association PARI : « *Activité et coordination du réseau PARI permettant au contractant de servir d'interface entre l'administration, les Plates-formes expérimentales et les réseaux d'acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire* ».
- ❖ 2002 : Centre Ressource pour le Développement Durable : Récits d'opérations « Ressourceries » ; Extra-Muros : Nord Pas de Calais et Picardie (joint)
- ❖ 2003 : Julien Scolaro : « L'investissement associatif d'une arène institutionnelle: l'implication du « BASE Sud Audois » au sein du « Pays en émergence », DEA en Science

politique comparative à l'Institut d'Etudes politiques d'Aix- en Provence (document joint et disponible aussi en version numérisée)

- ❖ 2003 : BASE Sud Audois : Convention territoriale au titre de l'Economie sociale et solidaire : 2 Rapports 12 juillet 2013 et 14 octobre 2003.
- ❖ 2003 : « Attractivité et marginalité en Haute Vallée de l'Aude : Entre motivations personnelles et transformations sociales : les enjeux territoriaux de l'installation de nouveaux résidents ». Réalisé par Jean-Guy Ubiergo-SEGESA à la demande du BASE Sud Audois qui finance l'étude sur les fonds de la convention territoriale, avec une participation active de ses membres. Motivations : Apporter un éclairage novateur, suite au diagnostic Pays : investir le champ de la prospective ; apprécier l'influence des nouveaux résidents dans les processus de développement du territoire ; travailler sur les représentations et les valeurs du territoire ; Qu'est ce qu'un territoire attractif ? Et pour qui ? + en annexe : une revue de presse pour mieux comprendre. Accompagné d'un engagement de restitution publique des résultats au comité de pilotage de la HVA ; aux communes de l'échantillon en HVA ; et autres acteurs concernés et/ou intéressés (en HVA et au-delà). Résumé sous forme d'un « Kit de restitution » pour la diffusion. Synthèses des entretiens et pistes de propositions (Voir inventaire à la date 2003)
- ❖ 2003 : CEP Florac (Lozère) Expérimentation de l'accompagnement de dynamiques territoriales en milieu rural (2 documents)
- ❖ 2003 : Marie-Carmen Garcia et William Genieys : L'invention du Pays Cathare : Essai sur la construction d'un territoire imaginé
- ❖ 2003-2013 : 2003 : Collection complète du Bulletin International de développement local durable du n°1 : octobre 2003 au n°100 : septembre 2013 , multilingue. Comité de Rédaction: Yvon Poirier Québec ; Martine Theveniaut ; Francesco Botelho (Portugal), puis Judith Hitchman irlandaise résidant en France).
- ❖ 2003-2004 : participation aux travaux du Collectif Ville-Campagne (local, départemental et national) : Bilan des actions en faveur de l'accueil des nouveaux actifs en milieu rural
- ❖ 2004 : Revue POUR n°182 : Cap sur la campagne.
- ❖ 2004 : Le dialogue social territorial, revue Développements
- ❖ 2004 : Rencontres nationales des Conseils de Développement : 13 propositions pour développer la démocratie participative territoriale
- ❖ 2004 : Participation active de Martine à la campagne régionale d'Eric Andrieu, en apport des avancées des années précédentes (1 carton)
- ❖ 2004 : Laurent Gardin : Réciprocité et économie solidaire. A partir de résultats empiriques pour bâtir son analyse (Doctorat en sociologie au CNAM)
- ❖ 2004 : Jean Gadrey : L'utilité sociale des organisations de l'économie sociale et solidaire
- ❖ 2004 : Alain Laurent : Le développement local soutenable : Petite Typologie ; Agenda 21 Charte Agenda 21 transversale Local Tourisme Issu des Communautés de Bade (ALTICOBA) : à consulter sur place
- ❖ 2005 : Alain Laurent et Martine Theveniaut : « Alliance Internationale des territoires : entre le comment ? et le pourquoi ? » « Mission exploratoire de faisabilité, réalisée pour la Fondation Progrès de l'Homme

- ❖ 2005 : La médiation territoriale : Intervention Martine Theveniaut, Journée organisée par l'IRTS Montpellier
- ❖ 2005 : Réseaux, pôles, collectifs, assemblées permanentes, associations régionales... Comment les acteurs de l'économie solidaire s'organisent au niveau territorial
- ❖ 2006 : Le Projet « Le Mieux vivre des personnes », porté par Paul Fuchs, membre des Pactes Locaux, trésorier, depuis l'origine et jusqu'à sa mort en 2007 . « L'avenir appartient aux territoires qui s'organisent. La Maison sociale, redynamisée veut être « le lieu d'expression et d'organisation de tous projets communs aux habitants et aux élus du Haut Nyonsais » (Bilan établi par Martine Theveniaut, à sa demande en 2006)
- ❖ 2006 : Bruno Frère : L'économie solidaire à l'épreuve de la pratique. Doctorat en sociologie (...)Université de Liège. Texte et Fiche de lecture
- ❖ 2006 : Campagnes en mouvement : Synthèse de la rencontre des acteurs de l'installation en milieu rural. Le Base Sud Audois figure comme l'un des exemples, p88-89.
- ❖ 2006 : Colloque ETD : Identité et développement local : Utopie ou imposture ?
- ❖ 2007 : Marjorie Jouen : le développement local endogène, parent pauvre des stratégies de développement ? Grand prix de la réflexion pertinente impertinente du Cercle des entrepreneurs du futur
- ❖ 2007 : Métiers du développement local en Languedoc-Roussillon Etude DIDERIS, confiée à Stéphane Michun (CEREQ) par l'UNADEL, finalisée 2008. Martine y ajoute « Un Zoom Audois : les professionnels exerçant des missions de développement territorial »
- ❖ 2007 : Les marchés publics, une empreinte ?... le développement durable en relief : les indicateurs qui révèlent le caractère innovant des entreprises de l'économie solidaire dans les marchés publics : Diane Remy (Master UHA Mulhouse, 2 tomes)
- ❖ 2008 : ISO 26000 : La responsabilité sociétale : Plate-forme Rhône-Alpes
- ❖ 2008 : Développement rural et économie solidaire. Journée nationale d'échanges et débats du Réseau des Territoires pour l'économie solidaire, accueillie par le Conseil général de Dordogne
- ❖ 2008 : Etude sur le développement de la marque « Pays Cathare », à la demande du CG11 à DPS (Bar-le-Duc-Paris)
- ❖ 2008, Intervention Pierre Calame, pour le 4^{ème} Voyage apprenant du Cycle Lux'09 : « Quelle stratégie de changement, quel agenda pour les mouvements de l'économie solidaire et de la démocratie participative »
- ❖ 2008 : Ateliers citoyens : Consultations SRADT-Languedoc-Roussillon
- ❖ 2008 : Fiches d'expériences. Séminaire du monde rural. Des acteurs pour l'insertion et le développement du territoire (Haut Commissariat aux solidarités actives contre la pauvreté)
- ❖ 2008 : Etude pilotée par Claude Alphantery avec Laurent Fraisse et Tarik Ghezali : « Comment l'économie sociale et solidaire se situe t'elle, comme autre mode de développement économique aujourd'hui ? et Demain ? Un chapitre consacré à l'utilité sociale, notamment les politiques territoriales de l'ESS pour en faire un levier d'un développement local, solidaire et durable ». Finalisé en 2009 : 50 propositions pour changer de cap.

- ❖ 2008 : Rapport pour la France, partenaire du projet européen « Bridges for Inclusion » (réalisé par Martine Theveniaut, à la demande de l'UREI-Languedoc-Roussillon)
- ❖ 2009 : La Revue durable : dossier Économie solidaire
- ❖ 2009 : Plateforme d'innovation ouverte (note de lecture pour actualiser l'approche du pacte local)
- ❖ 2009 : Michael Lewis et Pat Conaty : La grande transition : maintenir le cap sur le changement social, économique et écologique en périodes de turbulence
- ❖ 2010 : Elinor Ostrom : Fiche de lecture « Gouvernance des biens communs : pour une nouvelle approche des ressources naturelles » Ed. de BOECK, traduction 2010 (10 ans après sa parution en anglais !!!)
- ❖ 2010 : Emploi et Insertion Professionnelle : "de la naissance à la maturité : les groupements d'employeurs en Poitou-Charentes". édition ARFTLV Poitou-Charentes. une vidéo présente l'historique de ces organisations, assorti des témoignages de nombreux salariés de groupements d'employeurs issus de secteurs différents. Lien pour visionner [le film](#) (14').c'est un bon complément à la lecture du document repères que L'ARFTLV a réalisé avec le CRGE. Il est [téléchargeable](#) sur notre site.
- ❖ 2010 : Conseil de l'Europe : Guide méthodologique pour construire le progrès sociétal pour le bien-être de tous avec les citoyens et les communautés
- ❖ 2010 : A users guide to Civil Society assessments, UNDP : Oslo Gouvernance Center
- ❖ 2010 : Séminaire sur la démocratie délibérative et participative... comme en témoigne la multiplication des dispositifs permettant de donner la parole aux citoyens...
- ❖ 2010 : Soutenir le développement local dans le cadre de la politique de cohésion, ADETEF
- ❖ 2010 : Matthieu Calame (FPH) : Espace rural, petites et moyennes collectivités Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale
- ❖ 2011 : Contribution de l'APFP aux ministères concernés et à la Commission européenne : Généraliser Leader pour la politique de développement des territoires après 2013
- ❖ 2011 : L'âge de faire : N° spécial ESS : « Une autre économie est possible »
- ❖ 2011: Université d'Été DIDERIS à Montpellier. Sous la direction de Stéphane Michun (CEREQ) : Démographie et mutations économiques : les territoires en mouvement ;
- ❖ 2012 : Philippe Barret pour la Fondation de France : Guide pratique du dialogue territorial : Concertation, médiation pour l'environnement et le développement local (à demander à la Fondation de France)
- ❖ 2012 :Rapport d'activité Colibris. Campagne « Tous candidats ». Coopérer pour changer
- ❖ 2013 : « Emplois, compétences et Territoires » ;
- 2013 : Enjeux économiques et sociaux : quel engagement partagé des acteurs (Actes publiés dans le revue RELIEF)
- 2013 : Dossier de présentation du RTES (Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire)
- ❖ 2013 : Rapport d'initiative parlementaire d'Eric Andrieu : « Marque rurale de qualité » (Martine participe à la préparation de ce rapport)
- ❖ 2014 –2020 : Nouvelle politique européenne de cohésion définie comme un développement Local mené par les acteurs locaux.
- ❖ 2014 et années suivantes : Les pôles territoriaux de coopération économique : Le Labo de l'ESS (abondante documentation sur le site du LABO)

- ❖ 2014 : « Chemins de terre » : l'info des membres : « Et nos terres, comment vont-elles ».
- ❖ 2015 : 2015 Martine Theveniaut : Résumé substantiel de son Doctorat : « Des inventeurs sociaux pour des territoires à vivre » ; soutenu en 2007 ; dirigé par Jean-Louis Laville. Téléchargeable au lien suivant :
- ❖ 2017 : Bilan de 20 ans de relations partenariales Pactes Locaux/FPH : promouvoir la citoyenneté active du local au global. (+Conclusions en anglais) Téléchargeable http://www.socioeco.org/bdf_fiche-document-5244_fr.html